

## MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2022/204047]

**29 MAART 2022. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 mei 2014 betreffende de kinderopvangdiensten en andere vormen van kinderopvang**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2014 betreffende de kinderopvang, artikel 9, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 mei 2014 betreffende de kinderopvangdiensten en andere vormen van kinderopvang;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 22 maart 2022;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid ingegeven is door het feit dat de plotse en sterke stijging van de energieprijzen een onmiddellijk impact heeft op de opvangkosten van de aangesloten onthaalouders; dat de aangesloten onthaalouders vanaf 1 april 2022 hogere dagvergoedingen zouden moeten ontvangen om deze kosten te dekken; dat de dienst voor onthaalouders vóór 1 april 2022 over een rechtsgrond moet beschikken om die hogere dagvergoedingen uit te betalen, zodat dit besluit zo snel mogelijk in werking moet treden;

Op de voordracht van de minister die bevoegd is voor de kinderopvang;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 135, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van 22 mei 2014 betreffende de kinderopvangdiensten en andere vormen van kinderopvang, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 10 december 2015, 19 april 2018 en 15 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 1° wordt het bedrag "13,21" vervangen door het bedrag "13,80";

2° in de bepaling onder 2° wordt het bedrag "7,93" vervangen door het bedrag "8,28";

3° in de bepaling onder 3° wordt het bedrag "5,28" vervangen door het bedrag "5,52".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2022.**Art. 3.** De minister die bevoegd is voor de kinderopvang is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 29 maart 2022.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
L. KLINKENBERG

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/33181]

**19 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, articles 9 et 60 ;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, article 11 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 26 janvier 2022 ;

Vu l'avis du pôle « Mobilité », donné le 9 février 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 22 avril 2022 ;

Vu l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière, donné le 26 avril 2022;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> octobre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 20 juin 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive (UE) 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE ;

Considérant que ladite directive vise à protéger le milieu marin contre les conséquences néfastes des rejets des déchets des navires qui font escale dans les ports situés dans l'Union européenne, tout en assurant la fluidité du trafic maritime, en améliorant la disponibilité et l'utilisation d'installations de réception portuaires adéquates et le dépôt des déchets dans ces installations ;

Considérant la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires adoptée le 2 novembre 1973 à l'Organisation maritime internationale, dans sa version actualisée ;

Considérant que ladite Convention prévoit des interdictions générales en matière de rejets en mer des déchets des navires, mais régit aussi les conditions dans lesquelles certains types de déchets peuvent être déversés dans le milieu marin.

Considérant le Code belge de la Navigation ;

Considérant le Code de l'Environnement ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison, les mots « d'exploitation » sont abrogés.

Dans le préambule du même arrêté, dans la phrase « Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment son article 60 » les mots « son article 60 » sont remplacés par les mots « ses articles 9 et 60 ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE. ».

**Art. 3.** À l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le présent arrêté vise à protéger le milieu marin contre les conséquences néfastes des rejets des déchets des navires qui font escale dans les ports situés en Région wallonne, tout en assurant la fluidité du trafic maritime, en améliorant la disponibilité et l'utilisation d'installations de réception portuaires adéquates et le dépôt des déchets dans ces installations. ».

**Art. 4.** À l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2<sup>o</sup> est abrogé ;

b) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> déchets des navires: tous les déchets, y compris les résidus de cargaison, qui sont générés durant l'exploitation d'un navire ou pendant les opérations de chargement, de déchargement et de nettoyage, et qui relèvent des annexes I, II, IV, V et VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, ainsi que les déchets pêchés passivement » ;

c) le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> résidus de cargaison: les restes de cargaison à bord qui demeurent sur le pont, dans les cales ou dans des citernes après les opérations de chargement et de déchargement, y compris les excès ou les pertes de chargement et de déchargement, que ce soit à l'état sec ou humide, ou entraînés par les eaux de lavage, à l'exclusion de la poussière résiduelle sur le pont après balayage ou de la poussière provenant des surfaces extérieures du navire » ;

d) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> navire: un bâtiment de mer de tout type exploité en milieu marin, y compris les navires de pêche, les bateaux de plaisance, les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles et les engins flottants ; » ;

e) le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> bateau de plaisance: un navire de tout type, dont la coque a une longueur égale ou supérieure à 2,5 m, quel que soit le moyen de propulsion, destiné à des fins sportives et de loisir, et à des fins non commerciales » ;

f) le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> port: un lieu ou une zone géographique comportant des aménagements et des équipements principalement conçus pour permettre la réception de navires, y compris une zone de mouillage relevant de la juridiction du port » ;

g) au 9<sup>o</sup> les mots « servir à la collecte des déchets d'exploitation des navires ou des résidus de cargaison » sont remplacés par les mots « assurer le service de réception des déchets des navires » ;

h) le 10<sup>o</sup> est abrogé ;

i) le 11<sup>o</sup> est abrogé ;

j) le 12<sup>o</sup> est abrogé ;

k) le 13<sup>o</sup> est abrogé ;

l) le 14<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 14<sup>o</sup> Administration: l'autorité ou le service compétent désigné conjointement par le ministre ayant les Ports et leurs dépendances dans ses attributions et par le ministre ayant la politique des Déchets dans ses attributions » ;

m) l'article est complété par les points 15<sup>o</sup> à 29<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 15<sup>o</sup> autorité compétente: l'autorité ou le service compétent désigné conjointement par le ministre ayant les Ports et leurs dépendances dans ses attributions et par le ministre ayant les Déchets dans ses attributions ;

16<sup>o</sup> convention MARPOL: la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, dans sa version actualisée ;

17° déchets pêchés passivement: les déchets collectés dans des filets au cours d'opérations de pêche ;

18° capacité de stockage suffisante: une capacité suffisante pour stocker les déchets à bord à compter du moment du départ jusqu'au port d'escale suivant, y compris les déchets susceptibles d'être générés au cours du voyage ;

19° services réguliers: des services organisés sur la base d'horaires de départ et d'arrivée publiés ou planifiés entre deux ports déterminés ou des traversées récurrentes qui constituent un calendrier reconnu ;

20° escales portuaires régulières: des trajets répétés d'un même navire formant une constante entre des ports déterminés ou une série de voyages à destination et en provenance du même port sans escale intermédiaire ;

21° escales portuaires fréquentes: les visites effectuées par un navire dans le même port au moins une fois par quinzaine ;

22° GISIS: le système mondial intégré d'information sur les transports maritimes mis en place par l'Organisation maritime internationale, en abrégé « OMI » ;

23° redevance indirecte: une redevance payée pour la fourniture des services d'une installation de réception portuaire, qu'il soit procédé ou non au dépôt effectif de déchets des navires ;

24° arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011: l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information (SafeSeaNet) ;

25° producteur de déchets : le producteur de déchets au sens de l'article 2, 20°, du décret ;

26° collecteur de déchets enregistré : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation sans personnalité juridique) qui assure la collecte de déchets à titre professionnel et qui est enregistrée au sens de l'article 10 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux ;

27° collecteur de déchets agréé : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation sans personnalité juridique) qui assure la collecte de déchets à titre professionnel et qui est agréée au sens de l'article 10 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ;

28° transporteur de déchets enregistré : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation sans personnalité juridique) qui assure le transport de déchets à titre professionnel et qui est enregistrée au sens de l'article 10 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux ;

29° transporteur de déchets agréé : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation sans personnalité juridique) qui assure le transport de déchets à titre professionnel et qui est agréée au sens de l'article 10 du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux. » ;

n) l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« En outre, les définitions des termes « déchets », « collecte », « valorisation », « élimination », « réemploi », « recyclage » et « traitement » énoncées à l'article 2 du décret sont applicables. ».

**Art. 5.** À l'article 4 du même arrêté, les mots « d'exploitation » sont abrogés.

**Art. 6.** À l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, point a), les termes « y compris les navires de pêche et les bateaux de plaisance, » sont supprimés ;

2° au paragraphe 2, les termes « à l'exception des articles 8, § 3, et 9, § 2, » sont supprimés ;

3° le paragraphe 2 est complété par un nouveau point rédigé comme suit :

« c) aux navires affectés à des services portuaires au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, du règlement (UE) 2017/352 du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2017 établissant un cadre pour la fourniture de services portuaires et des règles communes relatives à la transparence financière des ports. » ;

4° l'article 5 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les gestionnaires de ports prennent des mesures pour faire en sorte que les navires qui ne relèvent pas du champ d'application du présent arrêté déposent leurs déchets d'une manière qui soit compatible avec ce dernier. ».

**Art. 7.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Les gestionnaires de ports installent ou font installer des installations de réception portuaires adéquates pour répondre aux besoins des navires qui utilisent habituellement le port sans causer de retards anormaux à ces navires. Ils garantissent la disponibilité de ces installations.

§ 2. Les gestionnaires de ports s'assurent de ce qui suit :

1° les installations de réception portuaires ont une capacité permettant de recueillir les types et les quantités de déchets des navires et de résidus de cargaison provenant des navires utilisant habituellement le port, compte tenu :

- a) des besoins opérationnels des utilisateurs du port ;
- b) de la taille et de la position géographique du port ;
- c) du type de navires qui font escale dans ce port ;
- d) des exemptions prévues à l'article 12 ;

2° les formalités et modalités pratiques liées à l'utilisation des installations de réception portuaires sont simples et rapides pour éviter de causer des retards anormaux aux navires ;

3° les redevances perçues pour le dépôt des déchets ne dissuadent pas les navires d'utiliser les installations de réception portuaires, et ;

4° les installations de réception portuaires permettent de gérer les déchets des navires d'une manière qui est respectueuse de l'environnement, conformément au décret et ses mesures d'exécution.

§ 3. Aux fins du paragraphe 2, 4°, du présent article, les gestionnaires de ports mettent en place une collecte séparée afin de faciliter le réemploi et le recyclage des déchets des navires dans les ports, comme le requiert le décret et ses mesures d'exécution.

Afin de faciliter ce processus, les installations de réception portuaires peuvent collecter des fractions séparées de déchets conformément aux catégories de déchets définies dans la convention MARPOL, en tenant compte des lignes directrices qu'elle contient.

Le paragraphe 2, 4°, du présent article, s'applique sans préjudice des exigences plus strictes imposées par le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux), en ce qui concerne la gestion des déchets de cuisine et de table issus de voyages internationaux.

§ 4. Les gestionnaires de ports, ou, à défaut, les communes qui abritent les ports concernés s'assurent que les opérations de dépôt ou de réception des déchets s'accompagnent de mesures de sécurité suffisantes pour prévenir les risques pour les personnes et pour l'environnement dans les ports relevant du présent arrêté.

§ 5. Les gestionnaires de ports s'assurent que toute partie concernée par le dépôt ou la réception de déchets des navires puisse demander une indemnisation pour tout dommage résultant d'un retard anormal. ».

**Art. 8.** L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Chaque gestionnaire de port établit et met en œuvre un plan de réception et de traitement des déchets approprié à sa situation locale et tenant compte des obligations découlant du présent arrêté.

Ledit plan est établi à l'issue des consultations menées auprès des parties concernées, y compris les exploitants privés et les utilisateurs du port ou leurs représentants, et, la ou les commune(s) qui abrite(nt) le port concerné, les exploitants de l'installation de réception portuaire, les organisations mettant en œuvre les obligations découlant de la responsabilité élargie du producteur et les représentants de la société civile.

Ces consultations sont organisées à la fois au cours de la phase initiale d'élaboration du plan de réception et de traitement des déchets et après son adoption, en particulier lorsque des changements importants ont eu lieu concernant les exigences prévues aux articles 6, 8, et 9.

Les prescriptions minimales relatives à l'établissement de ces plans sont reprises à l'annexe 1.

§ 2. Le gestionnaire de port communique clairement aux exploitants de navires les informations suivantes, tirées des plans de réception et de traitement des déchets et relatives à la disponibilité d'installations de réception portuaires adéquates dans leurs ports et à la structure des coûts :

1° l'emplacement des installations de réception portuaires correspondant à chaque poste de mouillage et leurs heures d'ouverture ;

2° la liste des déchets des navires habituellement gérés par le port ;

3° la liste des points de contact, des exploitants de l'installation de réception portuaire et des services proposés ;

4° la description des procédures de dépôt des déchets ;

5° la description des systèmes de recouvrement des coûts, y compris les systèmes et fonds de gestion des déchets tels qu'ils sont visés à l'annexe 4.

Les informations mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont rendues publiques et sont facilement accessibles et compréhensibles par les exploitants de navires.

Les informations mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont également rendues accessibles par voie électronique et mises à jour dans la partie du système d'information, de suivi et de contrôle de l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011.

§ 3. Lorsque cela s'impose pour des raisons d'efficacité, les plans de réception et de traitement des déchets peuvent être élaborés conjointement par deux ports voisins ou plus dans la même région géographique, chaque port y étant associé comme il se doit, pour autant qu'y soient précisés, pour chacun des ports, les besoins en installations de réception portuaires et la disponibilité de telles installations.

§ 4. Le projet de plan de réception et de traitement des déchets est soumis à l'avis conforme du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Le gestionnaire de port soumet son projet de plan de réception et de traitement des déchets par courrier recommandé au Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

L'avis du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement est transmis dans les trente jours de l'envoi, à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie. Une copie de l'avis est envoyée simultanément au Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement approuve, pour une période maximale de cinq ans, le plan de réception et de traitement des déchets qui lui est soumis par le gestionnaire de ports.

Chaque plan de réception et de traitement des déchets est publié au *Moniteur belge* par extrait.

§ 6. Le gestionnaire de port revoit son plan de réception et de traitement des déchets après toute modification importante de l'exploitation du port, et, en toute hypothèse, ce plan est soumis à l'approbation du Gouvernement au moins tous les cinq ans après qu'il ait été approuvé ou nouvellement approuvé.

Les modifications visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent comprendre des changements structurels dans le trafic du port, la création de nouvelles infrastructures, des changements dans la demande et l'offre d'installations de réception portuaires, de nouvelles techniques de traitement à bord, ou toute autre modification pertinente.

Si aucune modification significative n'est intervenue au cours de la période de cinq ans mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la nouvelle approbation peut consister en la validation de plans existants.

L'autorité compétente contrôle la mise en œuvre par le port du plan de réception et de traitement des déchets.

§ 7. Le gestionnaire de port établit à l'attention du Gouvernement un rapport annuel d'évaluation de la mise en œuvre de son plan de réception et de traitement des déchets.

Une copie du rapport d'évaluation est adressée au Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

§ 8. Les petits ports non commerciaux, qui se caractérisent par un trafic très faible ou faible de bateaux de plaisance uniquement, peuvent être exemptés des paragraphes 1 à 8 si leurs installations de réception portuaires sont intégrées dans le système de traitement des déchets géré par ou pour le compte de l'autorité communale, et si le gestionnaire de port s'assure que les informations concernant le système de gestion des déchets sont mises à la disposition des utilisateurs du port.

L'autorité communale qui abrite de tels ports en communique le nom et la localisation par voie électronique dans la partie du système d'information, de suivi et de contrôle de l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011. ».

**Art. 9.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire relevant du champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 qui fait route vers un port situé en Région wallonne, remplit fidèlement et minutieusement le formulaire visé à l'annexe 2 et communique toutes les informations que celui-ci contient au gestionnaire du port :

1° au moins vingt-quatre heures avant l'arrivée, si le port d'escale est connu ;

2° dès que le port d'escale est connu, si cette information est disponible moins de vingt-quatre heures avant l'arrivée, ou ;

3° au plus tard au moment où le navire quitte le port précédent, si la durée du trajet est inférieure à vingt-quatre heures.

§ 2. Le gestionnaire du port transmet les informations de la notification préalable des déchets par voie électronique afin que les informations soient consignées dans l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 suivant le réseau informatique tel que décrit dans l'organigramme figurant à l'annexe 6.

§ 3. Les informations qui figurent sur la notification préalable des déchets figurant à l'annexe 2 sont disponibles à bord du navire, de préférence sous forme électronique, au moins jusqu'au port d'escale suivant, et sont mises à la disposition du gestionnaire du port, de la police de la Navigation, de la police locale ou des agents au sens de l'article D. 139, 1°, du Code de l'Environnement à la première demande.

§ 4. Le gestionnaire du port s'assure que les informations qui sont communiquées en vertu du présent article sont examinées et partagées avec la police de la Navigation, la police locale et les agents au sens de l'article D. 139, 1°, du Code de l'Environnement. ».

**Art. 10.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Avant de quitter un port, le capitaine d'un navire faisant escale dans ce port dépose tous les déchets conservés à bord dans une installation de réception portuaire conformément aux normes relatives aux rejets pertinentes qui sont fixées dans la convention MARPOL.

§ 2. Lors du dépôt des déchets, l'exploitant de l'installation de réception portuaire ou le gestionnaire du port où les déchets ont été déposés remplit fidèlement et minutieusement le formulaire figurant à l'annexe 3, il délivre sans retard le reçu de dépôt des déchets au capitaine du navire.

Le reçu précise le montant de la redevance et des coûts de gestion, ainsi que les modalités de gestion et la destination des déchets.

§ 3. Les responsables des installations de réception portuaires tiennent un registre de dépôt de déchets et des coûts de traitement comportant les informations suivantes :

1° en ce qui concerne les déchets entrant dans l'installation de réception portuaire:

a) l'identité du producteur des déchets : nom, code d'appel et, le cas échéant, numéro OMI d'identification du navire, pavillon ;

b) la nature et la quantité des déchets déposés par producteur, avec le code d'identification des déchets conformément à l'arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets ;

c) la date du ou des dépôts ;

2° en ce qui concerne les déchets sortant de l'installation de réception portuaire, et le cas échéant par lots :

a) la nature, la quantité et les caractéristiques des déchets, avec le code d'identification des déchets conformément à l'arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets ;

b) la date à laquelle les déchets sont évacués ;

c) l'identité du collecteur de déchets agréé ou enregistré ;

d) l'identité du transporteur de déchets agréé ou enregistré ;

e) l'identité et l'adresse du site de regroupement éventuel, et de valorisation ou d'élimination des déchets ;

f) le ou les modes de gestion des déchets ;

g) le coût de gestion, en ce compris les taxes éventuelles.

Les responsables des installations de réception portuaires introduisent auprès de l'Administration une déclaration de créance accompagnée de la copie de leur registre et des copies de tous les reçus de dépôt des déchets au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année qui suit.

§ 4. L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire qui entre dans le champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 consigne par voie électronique, avant le départ ou dès réception du reçu de dépôt des déchets, les informations figurant dans celui-ci dans la partie du système d'information, de suivi et de contrôle de l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011.

Les informations figurant sur le reçu de dépôt des déchets sont disponibles à bord pendant au moins deux ans, le cas échéant avec le registre des hydrocarbures, le registre de la cargaison, le registre des ordures ou le plan de gestion des ordures approprié, et sont mises à la disposition, lorsqu'ils en font la demande, du gestionnaire du port, de la police de la Navigation, de la police locale ou d'un agent au sens de l'article D. 139, 1°, du Code de l'Environnement.



§ 5. Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, un navire peut être autorisé par le gestionnaire du port à continuer sa route jusqu'au port d'escale suivant sans déposer ses déchets si :

1° les informations fournies conformément aux annexes 2 et 3 montrent qu'il existe une capacité de stockage suffisante dédiée à bord du navire pour tous les déchets qui ont été et seront accumulés pendant le trajet prévu jusqu'au port d'escale suivant ;

2° les informations disponibles à bord des navires ne relevant pas du champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 montrent qu'il existe une capacité de stockage suffisante dédiée à bord du navire pour tous les déchets qui ont été et seront accumulés pendant le trajet prévu jusqu'au port d'escale suivant ; ou

3° le navire est uniquement au mouillage pendant moins de vingt-quatre heures ou en cas de mauvaises conditions météorologiques.

§ 6. Le gestionnaire du port exige du navire qu'il dépose tous ses déchets avant de repartir :

1° s'il n'est pas établi, sur la base des informations consignées par voie électronique dans la partie du système d'information, de suivi et de contrôle de l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 ou dans le GISIS, que des installations de réception portuaires adéquates sont disponibles dans le port d'escale suivant ;

2° si le port d'escale suivant n'est pas connu.

§ 7. Le paragraphe 5 est applicable sans préjudice d'exigences plus strictes valables pour les navires, adoptées conformément au droit international. ».

**Art. 11.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les coûts des installations de réception portuaires pour la réception et le traitement des déchets des navires autres que les résidus de cargaison sont couverts, par une redevance perçue sur les navires suivant la répartition prévue à l'article 11.

Ces coûts comprennent les éléments énumérés à l'annexe 4.

La redevance est annuelle et est perçue au terme de l'année écoulée après publication des facteurs prévus à l'article 11. ».

**Art. 12.** L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Sauf en cas d'exemption accordée conformément à l'article 12, les navires faisant escale dans un port de la Région wallonne supportent une redevance correspondant à trente pour cent des coûts visés à l'article 10, qu'ils utilisent ou non les installations.

La quotité visée à l'alinéa précédent est calculée selon la formule suivante :

$$Q = 0,3.a.x. (n/N)$$

Où

a = le coût moyen de collecte et de traitement au m<sup>3</sup> des déchets au cours de l'année écoulée ;

x = le volume total des déchets déposés en Région wallonne au cours de l'année écoulée ;

n = le nombre de voyages effectués par le navire en Région wallonne au cours de l'année écoulée ;

N = le nombre de voyages totaux effectués par l'ensemble des navires en Région wallonne au cours de l'année écoulée.

Les facteurs a, x et N font l'objet d'une publication annuelle dans un avis à la batellerie de l'Administration, et ce à année échue.

§ 2. Le solde des coûts visés à l'article 10 qui ne sont pas couverts par la quotité prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé sur la base d'une part des types et quantités de déchets d'exploitation du navire effectivement déposés, et d'autre part des coûts moyens de collecte et de traitement par catégories de déchets établis au cours de l'année écoulée et publié par avis à la batellerie.

Le coût moyen en vigueur reste d'application tant qu'il n'est pas modifié. ».

**Art. 13.** L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté d Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1<sup>er</sup>. L'Administration peut exempter un navire faisant escale dans un port visé par le présent arrêté des obligations énoncées aux articles 8, 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 10, (ci-après dénommée « exemption »), lorsqu'il existe des preuves suffisantes attestant que les conditions ci-après sont remplies :

1° le navire effectue des services réguliers qui comportent des escales portuaires fréquentes et régulières ;

2° il existe un arrangement visant à garantir le dépôt des déchets et le paiement des redevances dans un port situé sur l'itinéraire du navire qui :

a) est attesté par un contrat signé avec le port ou le gestionnaire de déchets et par des reçus de dépôt des déchets ;

b) a été notifié à tous les ports situés sur l'itinéraire du navire ;

c) a été approuvé par le port où le dépôt et le paiement ont lieu, qu'il s'agisse d'un port de l'Union européenne ou d'un autre port dans lequel des installations adéquates sont disponibles, ainsi que cela est établi sur la base des informations communiquées par voie électronique pour être consignées dans la partie du système d'information, de suivi et de contrôle de l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 et dans le GISIS ;

3° l'exemption n'entraîne pas de conséquences négatives pour la sécurité maritime, la santé, les conditions de vie ou de travail à bord ou pour l'environnement marin.

§ 2. Si l'exemption est accordée, l'Administration délivre un certificat d'exemption dans le format figurant à l'annexe 5, qui confirme que le navire satisfait aux conditions et exigences requises pour l'application de l'exemption et précise la durée de validité de celle-ci.

§ 3. L'Administration communique par voie électronique les informations figurant sur le certificat d'exemption pour qu'elles soient consignées dans la partie du système d'information, de suivi et de contrôle de l'application visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 conformément à l'organigramme du réseau informatique figurant à l'annexe 6.

§ 4. Les gestionnaires de ports assurent de manière efficace le suivi et le contrôle de l'application des arrangements en matière de dépôt et de paiement existants pour les navires exemptés qui font escale dans leurs ports.

§ 5. Nonobstant l'exemption accordée, un navire ne poursuit pas sa route jusqu'au port d'escale suivant s'il ne dispose pas d'une capacité de stockage suffisante dédiée pour tous les déchets qui ont été et seront accumulés pendant le trajet prévu du navire jusqu'au port d'escale suivant. ».

**Art. 14.** L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 7. 1. 7. de l'arrêté royal du 4 juin 2021 relatif aux déchets des navires modifiant l'arrêté royal du 15 juillet 2020 relatif à la navigation respectueuse de l'environnement la police de la Navigation, la police locale et les agents au sens de l'article D. 139, 1<sup>o</sup>, du Code de l'Environnement, peuvent inspecter tout navire, y compris de manière aléatoire, afin de vérifier qu'il satisfait aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de l'article 7. 1. 8., paragraphe 4, de l'arrêté royal du 4 juin 2021 relatif aux déchets des navires modifiant l'arrêté royal du 15 juillet 2020 relatif à la navigation respectueuse de l'environnement, si la police de la Navigation, la police locale ou tout agent au sens de l'article D. 139, 1<sup>o</sup>, du Code de l'Environnement, n'est pas satisfait des résultats de l'inspection, il fait en sorte que le navire ne quitte pas le port avant d'avoir déposé ses déchets dans une installation de réception portuaire conformément à l'article 9, et ce sans préjudice de l'application des sanctions prévues.

§ 3. Sans préjudice de l'article 7. 1. 9. de l'arrêté royal du 4 juin 2021 relatif aux déchets des navires modifiant l'arrêté royal du 15 juillet 2020 relatif à la navigation respectueuse de l'environnement, les informations relatives aux inspections effectuées au titre du présent arrêté, les informations relatives aux défauts de conformité et aux ordres d'interdiction de départ, sont transférées sans tarder vers la base de données des inspections mise à disposition par la Commission européenne dès :

- 1<sup>o</sup> que le rapport d'inspection a été établi ;
- 2<sup>o</sup> que l'ordre d'interdiction de départ a été levé, ou ;
- 3<sup>o</sup> qu'une exemption a été accordée. ».

**Art. 15.** L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Les gestionnaires de ports et les autorités de l'installation de réception portuaire s'assurent que tous les membres de leur personnel bénéficient de la formation nécessaire pour acquérir les connaissances indispensables à leur travail pour ce qui concerne les déchets, une attention particulière est accordée aux aspects liés à la santé et à la sécurité en cas de manipulation de matériaux dangereux et de déchets dangereux, ils vérifient également que les exigences en matière de formation sont actualisées régulièrement de manière à relever les défis de l'innovation technologique. ».

**Art. 16.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. Le ministre qui a les Ports et leurs dépendances dans ses attributions et le ministre qui a la politique des Déchets dans ses attributions peuvent arrêter conjointement la répartition des tâches inhérentes à l'exécution du présent arrêté ainsi que les mesures de collaboration entre les administrations concernées. ».

**Art. 17.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/2 rédigé comme suit :

« Art. 14/2. § 1<sup>er</sup>. Chaque traitement de données à caractère personnel a pour finalité le traitement administratif de la notification préalable des déchets visée à l'article 8, du dépôt des déchets visé à l'article 9, de l'exemption visée à l'article 12 et du contrôle du respect de l'arrêté.

§ 2. Les personnes ci-dessous sont désignées « responsable du traitement » au sens de l'article 4.7 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE :

- 1<sup>o</sup> concernant l'article 8, le « responsable du traitement » est le gestionnaire du port ;
- 2<sup>o</sup> concernant l'article 9, paragraphe 2, le « responsable du traitement » est le gestionnaire du port ;
- 3<sup>o</sup> concernant l'article 9, paragraphe 3, le « responsable du traitement » est le responsable des installations de réception portuaires ;
- 4<sup>o</sup> concernant l'article 9, paragraphe 5, le « responsable du traitement » est le gestionnaire du port ;
- 5<sup>o</sup> concernant l'article 12, le « responsable du traitement » est l'Administration.

§ 3. Les données à caractère personnel sont conservées par les responsables de traitements visés au paragraphe 3 pendant une durée de cinq ans à partir de la collecte des données. Les données collectées, pour autant qu'elles aient été préalablement anonymisées, peuvent être utilisées à des fins statistiques ou d'amélioration de la politique portuaire de gestion des déchets. ».

**Art. 18.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/3 rédigé comme suit :

« Art. 14/3. § 1<sup>er</sup>. La communication et l'échange d'informations reposent sur le système d'échange d'informations maritimes de l'Union visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011.

§ 2. Les parties concernées veillent à ce que les informations suivantes soient communiquées par voie électronique dans l'application visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 dans un délai raisonnable :

- a) les informations sur l'heure réelle d'arrivée et de départ de chaque navire relevant du champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 qui fait escale dans un port de l'Union, ainsi que l'identifiant du port en question ;
- b) les informations contenues dans la notification préalable des déchets figurant à l'annexe 2 du présent arrêté ;
- c) les informations contenues dans le reçu de dépôt des déchets figurant à l'annexe 3 du présent arrêté ;
- d) les informations contenues dans le certificat d'exemption figurant à l'annexe 5 du présent arrêté ;
- e) les informations énumérées à l'article 7, paragraphe 2, du présent arrêté. ».

**Art. 19.** L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Art. 15. Le Ministre qui a les ports et leurs dépendances dans ses attributions et le ministre qui a la politique des déchets dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. ».

**Art. 20.** L'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 21.** L'annexe 2 du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2016, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

**Art. 22.** L'annexe 3 du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

**Art. 23.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 4 qui est jointe en annexe 4 au présent arrêté.

**Art. 24.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 5 qui est jointe en annexe 5 au présent arrêté.

**Art. 25.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 6 qui est jointe en annexe 6 au présent arrêté.

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 27.** Le Ministre qui a les ports et leurs dépendances dans ses attributions et le Ministre qui a la politique des déchets dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

---



## Annexe 1.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.  
Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PLANS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES DÉCHETS**

Les plans de réception et de traitement des déchets couvrent tous les types de déchets provenant des navires faisant escale dans le port et être élaborés en fonction de la taille du port et des catégories de navires qui y font escale.

Les plans de réception et de traitement des déchets comprennent les éléments suivants :

- 1° une évaluation des besoins en termes d'installations de réception portuaires, compte tenu des besoins des navires qui font habituellement escale dans le port ;
- 2° une description du type et de la capacité des installations de réception portuaires ;
- 3° une description des procédures de réception et de collecte des déchets des navires ;
- 4° une description du système de recouvrement des coûts ;
- 5° une description de la procédure à suivre pour signaler les inadéquations présumées dans les installations de réception portuaires ;
- 6° une description de la procédure à suivre pour la consultation permanente des utilisateurs du port, des contractants du secteur des déchets, des exploitants de terminaux et des autres parties intéressées, et ;
- 7° un aperçu du type et des quantités de déchets reçus des navires et traités dans les installations.

Les plans de réception et de traitement des déchets peuvent comprendre :

- 1° un résumé du droit national applicable ainsi que la procédure et les formalités pour le dépôt des déchets dans des installations de réception portuaires ;
- 2° l'identification d'un point de contact dans le port ;
- 3° une description, le cas échéant, des équipements et procédés de prétraitement pour des flux de déchets spécifiques dans le port ;
- 4° une description des méthodes employées pour enregistrer l'utilisation effective des installations de réception portuaires ;
- 5° une description des méthodes employées pour enregistrer les quantités de déchets déposés par les navires ;
- 6° une description des méthodes de gestion des différents flux de déchets dans le port.

Les procédures de réception, collecte, stockage, traitement et élimination devraient être à tous égards conformes à un programme de gestion de l'environnement conduisant à une réduction progressive de l'impact de ces activités sur l'environnement. Cette conformité est présumée si les procédures sont conformes au règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE<sup>1</sup>.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

---

<sup>1</sup> ([J.O.U.E., 22 décembre 2009, L342, p. 1](#)).

## Annexe 2.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**MODÈLE NORMALISÉ POUR LA NOTIFICATION PRÉALABLE DE DÉPÔT  
DES DÉCHETS DANS DES INSTALLATIONS DE RÉCEPTION PORTUAIRES**

Notification du dépôt de déchets à : .....

(indiquer le nom du port d'escale, tel qu'il est visé à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets des navires et les résidus de cargaison).

Le présent formulaire est conservé à bord du navire avec le registre des hydrocarbures, le registre de la cargaison, le registre des ordures ou le plan de gestion des ordures, comme l'exige la convention MARPOL.

## 1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE NAVIRE

1.1 Nom du navire:	1.5 Propriétaire ou exploitant:
1.2 Numéro OMI:	1.6 Numéro ou lettres distinctifs:
	Numéro MMSI (Maritime Mobile Service Identity):
1.3 Tonnage brut:	1.7 État du pavillon:
1.4 Type de navire: <input type="checkbox"/> Pétrolier <input type="checkbox"/> Navire-citerne pour produits chimiques <input type="checkbox"/> Vraquier <input type="checkbox"/> Porte-conteneurs	
<input type="checkbox"/> Autre navire de charge <input type="checkbox"/> Navires à passagers <input type="checkbox"/> Navire roulier <input type="checkbox"/> Autre type (préciser)	

## 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PORT ET LE VOYAGE

2.1 Position géographique/nom du terminal:	2.6 Dernier port où des déchets ont été déposés:
2.2 Date et heure d'arrivée:	2.7 Date du dernier dépôt:
2.3 Date et heure de départ:	2.8 Port de dépôt suivant:
2.4 Dernier port et pays:	2.9 Personne soumettant le présent formulaire (si autre que le capitaine):
2.5 Port suivant et pays (s'il est connu):	

## 3. TYPE ET VOLUME DE DÉCHETS ET CAPACITÉ DE STOCKAGE

Type	Quantités à déposer (m <sup>3</sup> )	Capacité de stockage dédiée maximale (m <sup>3</sup> )	Quantité de déchets restants à bord (m <sup>3</sup> )	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre la notification et l'entrée dans le port d'escale suivant (m <sup>3</sup> )
Annexe I de MARPOL – Hydrocarbures					
Eaux de cale polluées par les hydrocarbures					
Résidus d'hydrocarbures (boues)					
Eaux de lavage des citernes d'hydrocarbures					
Eaux de ballast sales					

Type	Quantités à déposer (m <sup>3</sup> )	Capacité de stockage dédiée maximale (m <sup>3</sup> )	Quantité de déchets restants à bord (m <sup>3</sup> )	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre la notification et l'entrée dans le port d'escale suivant (m <sup>3</sup> )
Tartre et boues provenant du nettoyage des citernes					
Autres (veuillez préciser)					
Annexe II de MARPOL – Substances liquides nocives (SLN) <sup>(1)</sup>					
Substance de catégorie X					
Substance de catégorie Y					
Substance de catégorie Z					
AS - Autres substances					
Annexe IV de MARPOL – Eaux usées					
Annexe V de MARPOL – Ordures					
A. Matières plastiques					
B. Déchets alimentaires					
C. Déchets domestiques (papier, chiffons, verre, métaux, bouteilles, vaisselle, etc.)					
D. Huiles de cuisson					
E. Cendres d'incinération					
F. Déchets d'exploitation					
G. Carcasse(s) d'animaux					
H. Engins de pêche					
I. Déchets électroniques					

<sup>(1)</sup> Indiquer la désignation officielle de transport des SLN concernés.

Type	Quantités à déposer (m <sup>3</sup> )	Capacité de stockage dédiée maximale (m <sup>3</sup> )	Quantité de déchets restants à bord (m <sup>3</sup> )	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre la notification et l'entrée dans le port d'escale suivant (m <sup>3</sup> )
J. Résidus de cargaison <sup>(1)</sup> (nocifs pour le milieu marin - HME)					
K. Résidus de cargaison <sup>(2)</sup> (non HME)					
Annexe VI de MARPOL – Pollution de l'atmosphère					
Substances appauvrissant la couche d'ozone et équipements contenant de telles substances <sup>(3)</sup>					
Résidus d'épuration des gaz d'échappement					

## Autres déchets, non couverts par MARPOL

Déchets pêchés passivement					
----------------------------	--	--	--	--	--

## Remarques

1. Ces renseignements sont utilisés à des fins de contrôle par l'État du port ainsi qu'à d'autres fins d'inspection.
2. Le présent formulaire doit être rempli, sauf si le navire fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 9 de la directive (UE) 2019/883

<sup>(1)</sup> Il peut s'agir d'estimations; indiquer la désignation officielle de transport des marchandises solides.

<sup>(2)</sup> Il peut s'agir d'estimations; indiquer la désignation officielle de transport des marchandises solides.

<sup>(3)</sup> Substances produites au cours des activités d'entretien normales à bord.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER



Annexe 3.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**MODÈLE NORMALISÉ DE REÇU DE DÉPÔT DES DÉCHETS**

*Le représentant désigné du fournisseur de l'installation de réception portuaire remet le formulaire suivant au capitaine d'un navire qui a déposé des déchets conformément à l'article 9 de l'arrêté du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets des navires et les résidus de cargaison).*

*Ce formulaire est conservé à bord du navire en même temps que le registre des hydrocarbures, le registre de la cargaison, le registre des ordures ou le plan de gestion des ordures, comme l'exige la convention MARPOL.*

**1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSTALLATION DE RÉCEPTION PORTUAIRE ET LE PORT**

1.1. Position géographique/Nom du terminal:
1.2. Fournisseur(s) de l'installation de réception portuaire
1.3. Fournisseur(s) de l'installation de traitement — si autre que la personne susmentionnée:
1.4. Date et heure de dépôt des déchets à partir du: _____ à: _____

**2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE NAVIRE**

2.1. Nom du navire:	2.5. Propriétaire ou exploitant:
2.2. Numéro OMI:	2.6. Numéro ou lettres distinctifs: Numéro MMSI (Maritime Mobile Service Identity):
2.3. Tonnage brut:	2.7. État du pavillon:
2.4. Type de navire: <input type="checkbox"/> Pétrolier <input type="checkbox"/> Navire-citerne pour produits chimiques <input type="checkbox"/> Vraquier <input type="checkbox"/> Porte-conteneur	
<input type="checkbox"/> Autre type de navire de charge <input type="checkbox"/> Navire à passagers <input type="checkbox"/> Navire roulier <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser)	

## 3. TYPE ET VOLUME DE DÉCHETS REÇUS

Annexe I de MARPOL – Hydrocarbures	Quantité (m <sup>3</sup> )	Annexe V de MARPOL – Ordures	Quantité (m <sup>3</sup> )
Eaux de cale polluées par les hydrocarbures		A. Matières plastiques	
Résidus d'hydrocarbures (boues)		B. Déchets alimentaires	
Eaux de lavage des citernes d'hydrocarbures		C. Déchets domestiques (papier, chiffons, verre, métaux, bouteilles, vaisselle, etc.)	
Eaux de ballast sales		D. Huile de cuisson	
Tartre et boues provenant du nettoyage des citernes		E. Cendres d'incinération	
Autres (veuillez préciser)		F. Déchets d'exploitation	
Annexe II de MARPOL – SUBSTANCES LIQUIDES NOCIVES (SLN)	Quantité (m <sup>3</sup> )/Nom (1)	G. Carcasse(s) d'animaux	
Substance de catégorie X		H. Engins de pêche	

Substance de catégorie Y		I. Déchets électroniques	
		J. Résidus de cargaison (2) (nocifs pour le milieu marin)	
		K. Résidus de cargaison (2) (non nocifs pour le milieu marin)	
		Annexe VI de MARPOL – Pollution de l'atmosphère	Quantité (m <sup>3</sup> )
Substance de catégorie Z		Substances appauvrissant la couche d'ozone et équipements contenant de telles substances	
AS – Autres substances		Résidus d'épuration des gaz d'échappement	
Annexe IV de MARPOL – Eaux usées	Quantité (m <sup>3</sup> )	Autres déchets, non couverts par MARPOL	Quantité (m <sup>3</sup> )
		Déchets pêchés passivement	

(1) Indiquer la désignation officielle de transport des SLN concernés.

(2) Indiquer la désignation officielle de transport des marchandises solides.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

Le Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## Annexe 4.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**CATÉGORIES DE COÛTS ET DE RECETTES NETTES LIÉS À L'EXPLOITATION  
ET LA GESTION DES INSTALLATIONS DE RÉCEPTION PORTUAIRES**

<b>Coûts directs</b>	<b>Coûts indirects</b>	<b>Recettes nettes</b>
Coûts d'exploitation directs découlant du dépôt effectif de déchets des navires, y compris les éléments de coût énumérés ci-dessous.	Coûts administratifs indirects découlant de la gestion du système dans le port, y compris les éléments de coût énumérés ci-dessous.	Produits nets provenant des systèmes de gestion de déchets et du financement national/régional disponible, y compris les éléments de recettes énumérés ci-dessous.
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Fourniture d'infrastructures des installations de réception portuaires, y compris les conteneurs, citernes, outils de traitement, barges, camions, installations de réception des déchets, installations de traitement ;</li> <li>— Concessions de location du site, le cas échéant, ou de location des équipements nécessaires pour l'exploitation des installations de réception portuaires ;</li> <li>— Exploitation proprement dite des installations de réception portuaires : collecte des déchets des navires, transport des déchets depuis les installations de réception portuaires pour le traitement final, entretien et nettoyage des installations de réception portuaires, coûts de personnel, y compris les heures supplémentaires, approvisionnement en électricité, analyse des déchets et assurance ;</li> <li>— Préparation au réemploi, au recyclage ou à l'élimination des déchets des navires, y compris la collecte sélective des déchets ;</li> <li>— Administration: facturation, délivrance des reçus de dépôt des déchets aux navires, déclarations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Élaboration et approbation du plan de réception et de traitement des déchets, y compris les éventuels audits de ce plan et de sa mise en œuvre ;</li> <li>— Mise à jour du plan de réception et de traitement des déchets, y compris les coûts de main-d'œuvre et les coûts de services de conseil, le cas échéant ;</li> <li>— Organisation des procédures de consultation pour l'évaluation, ou réévaluation, du plan de réception et de traitement des déchets ;</li> <li>— Gestion des systèmes de notification et de recouvrement des coûts, y compris la demande de réduction des redevances pour les « navires verts », la fourniture de systèmes informatiques au niveau des ports, l'analyse statistique et les coûts de main-d'œuvre connexes ;</li> <li>— Organisation de procédures de passation de marchés publics pour la fourniture d'installations de réception portuaires, et délivrance des autorisations nécessaires pour la fourniture d'installations de réception portuaires dans les ports ;</li> <li>— Communication d'informations aux utilisateurs du port en distribuant des brochures, en plaçant une signalisation et des affiches dans le port ou en publiant les informations sur le site internet du port, et communication électronique des informations requises à l'article 5 ;</li> <li>— Gestion des systèmes de gestion de déchets : régimes de responsabilité élargie des producteurs, recyclage, demande d'utilisation et mise en œuvre de fonds nationaux/régionaux ;</li> <li>— Autres coûts administratifs : coûts de suivi et de communication électronique des exemptions requises à l'article 9.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Bénéfices financiers nets provenant des régimes de responsabilité élargie des producteurs ;</li> <li>— Autres recettes nettes provenant de la gestion de déchets, dont celles provenant des systèmes de recyclage ;</li> <li>— Financement au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ;</li> <li>— Autres financements ou subventions à la disposition des ports en matière de gestion de déchets et de pêche.</li> </ul>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

Le Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## Annexe 5.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**CERTIFICAT D'EXEMPTION EN VERTU DE L'ARTICLE 12 EN CE QUI CONCERNE LES EXIGENCES DES ARTICLES 8, 9, PARAGRAPHE 1er, ET 10 DE L'ARRÊTÉ DU 23 FEVRIER 2003 RELATIF AUX INSTALLATIONS DE RECEPTION PORTUAIRES POUR LES DECHETS DES NAVIRES ET LES RESIDUS DE CARAGAISSON DANS LE[S] PORT[S] DE [INSÉRER LE NOM DU/DES PORTS] EN RÉGION WALLONNE <sup>(1)</sup>**

Nom du navire	Numéro ou lettres distinctifs	État du pavillon
[insérer le nom du navire]	[insérer le numéro OMI]	[insérer le nom de l'État du pavillon]

effectue des services réguliers qui comportent des escales portuaires fréquentes et régulières dans le(s) port(s) suivant(s) situé(s) [en][au][aux] [insérer le nom de l'État membre] conformément à un horaire ou un itinéraire prédéterminé:

[            ]

et fait escale dans ces ports au moins une fois par quinzaine:

[            ]

et a prévu des mesures pour garantir le paiement des redevances et le dépôt des déchets au port ou auprès d'une tierce partie dans le port:

[            ]

et est donc exempté, conformément à [insérer la disposition pertinente dans la législation nationale du pays], [des exigences relatives:

- au dépôt obligatoire des déchets des navires,
- à la notification préalable des déchets, et
- au paiement de la redevance obligatoire, au(x) port(s) suivant(s):

Le présent certificat est valable jusqu'au [insérer la date], sauf modification avant cette date des motifs de délivrance du certificat.

Lieu et date

.....  
Nom  
Titre

<sup>(1)</sup> Rayer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

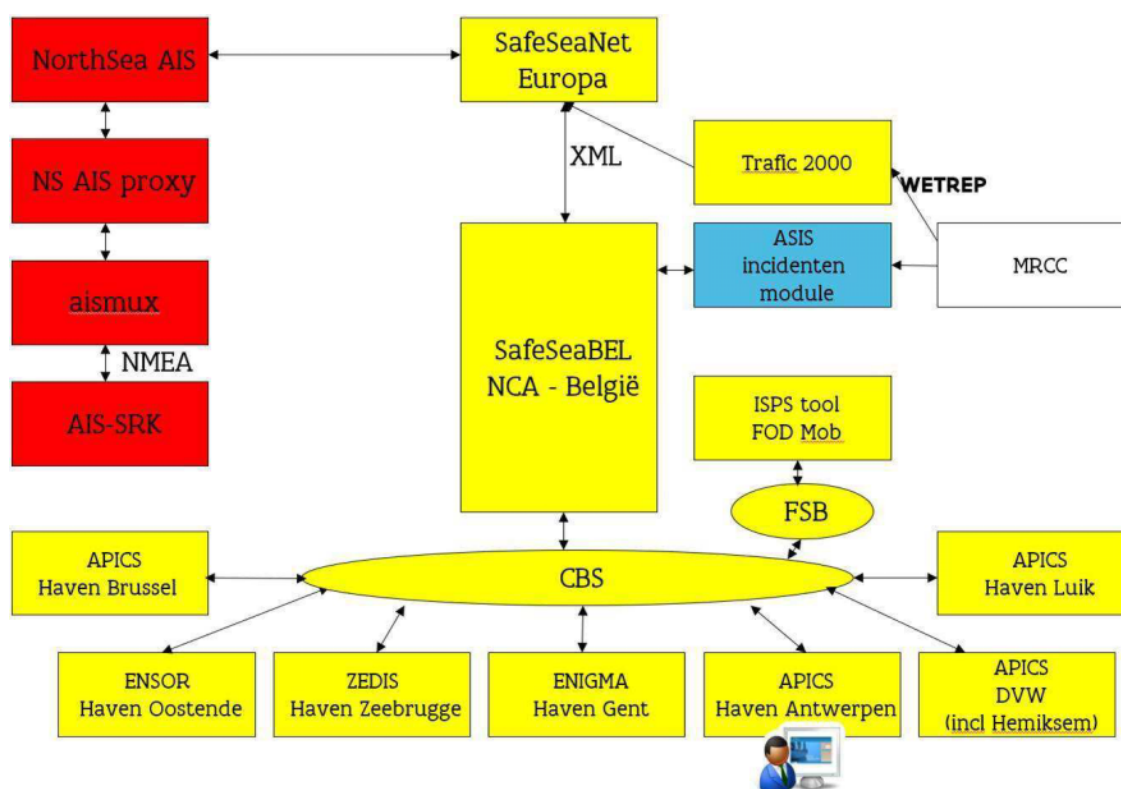
Le Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## Annexe 6.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

### ORGANIGRAMME DU RESEAU INFORMATIQUE RELIE A SAFESEANET EN BELGIQUE



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 19 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

Le Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/33181]

**19. JULI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 9 und 60;

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 11;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017;

Aufgrund des am 17. November 2021 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Dezember 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 26. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund der am 9. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Mobilität";

Aufgrund der am 22. April 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 26. April 2022 abgegebenen Stellungnahme des Organs für die Kontrolle der polizeilichen Informationen;

Aufgrund des Berichts vom 1. Oktober 2021 aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 20. Juni 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung der Richtlinie (EU) 2019/883 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2019 über Hafenauffangeinrichtungen für die Entladung von Abfällen von Schiffen, zur Änderung der Richtlinie 2010/65/EU und zur Aufhebung der Richtlinie 2000/59/EG.

In der Erwägung, dass diese Richtlinie darauf abzielt, die Meeresumwelt vor den negativen Auswirkungen des Einbringens von Abfällen durch Schiffe zu schützen, die Häfen in der Europäischen Union anlaufen, und gleichzeitig das reibungslose Funktionieren des Seeverkehrs zu gewährleisten, indem die Verfügbarkeit und die Nutzung geeigneter Hafenauffangeinrichtungen und die Entladung von Abfällen in diesen Einrichtungen verbessert werden;

In der Erwägung des am 2. November 1973 durch die Internationale Seeschiffahrtsorganisation angenommenen Internationalen Übereinkommens zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe in der jeweils geltenden Fassung;

In der Erwägung, dass besagtes Übereinkommen generelle Verbote für das Einbringen von Abfällen von Schiffen auf See enthält, aber auch die Bedingungen regelt, unter denen bestimmte Abfallarten in die Meeresumwelt eingebracht werden können.

In der Erwägung des Belgischen Schifffahrtsgesetzbuches;

In Erwägung des Umweltgesetzbuches;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In der Überschrift der französischen Fassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände wird die Wortfolge "d'exploitation" gestrichen.

In der Präambel desselben Erlasses werden im Satz "Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 60" die Wörter "des Artikels 60" durch die Wörter "der Artikel 9 und 60" ersetzt.

**Art. 2** - Artikel 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2019/883 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. April 2019 über Hafenauffangeinrichtungen für die Entladung von Abfällen von Schiffen, zur Änderung der Richtlinie 2010/65/EU und zur Aufhebung der Richtlinie 2000/59/EG teilweise umgesetzt."

**Art. 3** - In Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Ziel dieses Erlasses ist es, die Meeresumwelt vor den negativen Auswirkungen des Einbringens von Abfällen durch Schiffe zu schützen, die Häfen in der Wallonischen Region anlaufen, und gleichzeitig das reibungslose Funktionieren des Seeverkehrs zu gewährleisten, indem die Verfügbarkeit und die Nutzung geeigneter Hafenauffangeinrichtungen und die Entladung von Abfällen in diesen Einrichtungen verbessert werden. .

**Art. 4** - Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird aufgehoben;

b) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° Abfälle von Schiffen: alle Abfälle, einschließlich Ladungsrückständen, die während des Schiffsbetriebs oder bei Laden, Löschen oder Reinigen anfallen und die in den Geltungsbereich der Anlagen I, II, IV, V und VI des Internationalen Übereinkommens zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe fallen, sowie passiv gefischte Abfälle";

c) Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"4° Ladungsrückstände: die Reste von Ladungen an Bord, die nach dem Laden und Löschen an Deck oder in Laderäumen oder Tanks verbleiben, einschließlich beim Laden oder Löschen angefallener Überreste oder Überläufe in feuchtem oder trockenem Zustand oder in Waschwasser enthalten, ausgenommen nach dem Fegen an Deck verbleibender Ladungstaub oder Staub auf den Außenflächen des Schiffes";

d) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° Schiff: ein seegehendes Wasserfahrzeug jeder Art, das in der Meeresumwelt eingesetzt wird, einschließlich Fischereifahrzeuge, Sportboote, Tragflügelboote, Luftkissenfahrzeuge, Tauchfahrzeuge und schwimmendes Gerät";

e) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° Sportboot: ein Schiff jeder Art mit einer Rumpflänge von mindestens 2,5 m, unabhängig von der Antriebsart, das für Sport- oder Freizeit Zwecke bestimmt ist und nicht für den Handel eingesetzt wird";

f) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° Hafen: ein Ort oder ein geografisches Gebiet, einschließlich des Ankergebiets im Zuständigkeitsbereich des Hafens, der/das so angelegt und ausgestattet wurde, dass er/es vornehmlich dazu dient, Schiffe aufzunehmen";

g) in Ziffer 9 werden die Wörter "Schiffsabfälle oder Ladungsrückstände aufgefangen werden können" durch die Wörter "die Aufnahme von Abfällen von Schiffen gewährleistet werden kann" ersetzt;

h) Ziffer 10 wird aufgehoben;

i) Ziffer 11 wird aufgehoben;

j) Ziffer 12 wird aufgehoben;

k) Ziffer 13 wird aufgehoben;

l) Ziffer 14 wird durch Folgendes ersetzt:

"14° Verwaltung: die zuständige Behörde oder Dienststelle, die gemeinsam vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Häfen und ihre Nebenanlagen gehören, und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, bezeichnet wird";

m) der Artikel wird um die Ziffern 15 bis 29 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° zuständige Behörde: die zuständige Behörde oder Dienststelle, die gemeinsam vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Häfen und ihre Nebenanlagen gehören, und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, bezeichnet wird";

16° MARPOL-Übereinkommen: das Internationale Übereinkommen zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe in der jeweils geltenden Fassung;

17° passiv gefischte Abfälle: Abfälle, die bei Fischfangtätigkeiten in Netzen gesammelt werden;

18° ausreichende Lagerkapazität: das Vorhandensein von genügend Kapazität, um die Abfälle, einschließlich der wahrscheinlich während der Fahrt anfallenden Abfälle, ab dem Zeitpunkt des Auslaufens bis zum Anlaufen des nächsten Hafens an Bord zu lagern;

19° Liniendienst: der Verkehr auf der Grundlage einer öffentlich zugänglichen oder geplanten Liste mit Abfahrts- und Ankunftszeiten für bestimmte Häfen oder sich wiederholende Überfahrten, die einen erkennbaren Fahrplan darstellen;

20° regelmäßiges Anlaufen eines Hafens: wiederholte Fahrten desselben Schiffs nach einem gleichbleibenden Muster zwischen bestimmten Häfen oder eine Abfolge von Fahrten von und zu demselben Hafen ohne Zwischenstopps;

21° häufiges Anlaufen eines Hafens: das Anlaufen ein und desselben Hafens durch ein Schiff mindestens einmal alle zwei Wochen;

22° GISIS: das von der Internationalen Seeschiffahrtsorganisation, abgekürzt "IMO", eingerichtete Globale Integrierte Schifffahrtssystem;

23° indirekte Gebühr: eine Gebühr, die für die Bereitstellung der Dienstleistungen von Hafenauffangeinrichtungen gezahlt wird, unabhängig von der tatsächlichen Entladung von Abfällen von Schiffen;

24° Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr (SafeSeaNet);

25° Abfallerzeuger: der Abfallerzeuger im Sinne des Artikels 2 Ziffer 20 des Dekrets;

26° registrierter Abfallsammler: jedes Unternehmen (natürliche Person, juristische Person oder Organisation ohne Rechtspersönlichkeit), das gewerbsmäßig Abfälle einsammelt im Sinne von Artikel 10 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;

27° registrierter Abfallsammler: jedes Unternehmen (natürliche Person, juristische Person oder Organisation ohne Rechtspersönlichkeit), das gewerbsmäßig Abfälle einsammelt und im Sinne von Artikel 10 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle zugelassen ist;

28° registrierter Transporteur von Abfällen: jedes Unternehmen (natürliche Person, juristische Person oder Organisation ohne Rechtspersönlichkeit), das gewerbsmäßig Abfälle transportiert und im Sinne von Artikel 10 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen registriert ist;

29° zugelassener Transporteur von Abfällen: jedes Unternehmen (natürliche Person, juristische Person oder Organisation ohne Rechtspersönlichkeit), das gewerbsmäßig Abfälle transportiert und im Sinne von Artikel 10 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle zugelassen ist;

n) Artikel wird mit einem Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Darüber hinaus sind die Definitionen der Begriffe „Abfall“, „Sammlung“, „Verwertung“, „Beseitigung“, „Wiederverwendung“, „Recycling“ und „Behandlung“ in Artikel 2 des Dekrets anwendbar.“

**Art. 5** - In Artikel 4 der französischen Fassung desselben Erlasses wird die Wortfolge „d'exploitation“ gestrichen.

**Art. 6** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 Buchstabe a) werden die Wörter „einschliesslich der Fischereifahrzeuge und der Sportboote,“ gestrichen;

2° In Paragraph 2 werden die Wörter „Mit Ausnahme der Artikel 8, § 3 und 9, § 2, ist der vorliegende Erlass nicht anwendbar auf.“ durch die Wörter „Vorliegender Erlass ist nicht anwendbar auf.“ ersetzt;

3° Paragraph 2 wird durch einen neuen Buchstaben ergänzt, der wie folgt lautet:

„c) Schiffe, die für Hafendienste eingesetzt werden im Sinne des Artikels 1 Paragraph 2 der Verordnung (EU) 2017/352 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Februar 2017 zur Schaffung eines Rahmens für die Erbringung von Hafendiensten und zur Festlegung von gemeinsamen Bestimmungen für die finanzielle Transparenz der Häfen.“;

4° Artikel 5 wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 3. Die Betreiber der Häfen ergreifen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass Schiffe, die nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen, ihre Abfälle in einer Weise entsorgen, die mit diesem Erlass vereinbar ist.“

**Art. 7** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 6 - § 1. Die Betreiber der Häfen installieren oder veranlassen die Installation von Hafenauffangeinrichtungen, die den Bedürfnissen der Schiffe entsprechen, die normalerweise den Hafen anlaufen, ohne dass es zu unnötigen Verzögerungen für die Schiffe kommt. Sie gewährleisten die Verfügbarkeit von diesen Einrichtungen.

§ 2. Die Betreiber der Häfen stellen sicher, dass:

1° die Hafenauffangeinrichtungen über die Kapazität verfügen, um die Art und Menge der Abfälle von Schiffen und der Ladungsrückstände der normalerweise diesen Hafen anlaufenden Schiffe aufzufangen, wobei dem Folgenden Rechnung zu tragen ist:

- a) dem Betriebsbedarf der Hafennutzer;
- b) der Größe und der geografischen Lage des Hafens;
- c) der Art der den Hafen anlaufenden Schiffe;
- d) den Ausnahmen gemäß Artikel 12;

2° die Formalitäten und praktischen Vorkehrungen für die Nutzung der Hafenauffangeinrichtungen einfach und schnell zu handhaben sind, damit unnötige Verzögerungen für die Schiffe vermieden werden;

3° die Schiffe durch die für die Entladung von Abfällen erhobenen Gebühren nicht davon abgehalten werden, die Hafenauffangeinrichtungen in Anspruch zu nehmen, und;

4° die Hafenauffangeinrichtungen die umweltgerechte Bewirtschaftung der Abfälle von Schiffen gemäß dem Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen ermöglichen.

§ 3. Im Sinne von Paragraph 2 Ziffer 4 des vorliegenden Artikels richten die Betreiber von Häfen eine getrennte Sammlung ein, um die Wiederverwendung und das Recycling von Abfällen in den Häfen zu erleichtern, wie dies in dem Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen vorgeschrieben ist.

Um dieses Verfahren zu erleichtern, können die Hafenauffangeinrichtungen die einzelnen Fraktionen von Abfällen gemäß den im MARPOL-Übereinkommen definierten Abfallkategorien getrennt sammeln, wobei dessen Leitlinien zu berücksichtigen sind.

Paragraph 2 Ziffer 4 des vorliegenden Artikels gilt unbeschadet der strengeren Anforderungen der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 (Verordnung über tierische Nebenprodukte), was die Bewirtschaftung von Küchen- und Speiseabfällen von international eingesetzten Verkehrsmitteln betrifft.

§ 4. Die Betreiber der Häfen oder, in Ermangelung dessen, die Gemeinden, in denen sich die betreffenden Häfen befinden, stellen sicher, dass die Abfälle unter Anwendung ausreichender Sicherheitsmaßnahmen entladen oder aufgefangen werden, um Gefahren für Mensch und Umwelt in den in den Geltungsbereich dieses Erlasses fallenden Häfen zu verhindern.

§ 5. Die Betreiber der Häfen stellen sicher, dass alle am Entladen oder Auffangen von Abfällen von Schiffen beteiligten Parteien Schadenersatzansprüche infolge unnötiger Verzögerungen stellen können.“

**Art. 8** - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 7 - § 1. Jeder Hafenbetreiber erstellt und setzt einen Abfallbewirtschaftungsplan um, der seiner örtlichen Lage entspricht und die Verpflichtungen aus diesem Erlass berücksichtigt.

Dieser Plan wird nach Konsultationen der beteiligten Parteien erstellt, einschliesslich der privaten Betreiber und der Hafennutzer oder ihrer Vertreter, der Gemeinde(n), in der (denen) sich der betreffende Hafen befindet, der Betreiber der Hafenauffangeinrichtung, der Organisationen, die die Pflichten im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung umsetzen und der Vertreter der Zivilgesellschaft.

Diese Konsultationen finden sowohl während der ersten Ausarbeitung des Abfallbewirtschaftungsplans als auch nach seiner Annahme statt, insbesondere, wenn bedeutende Änderungen vorgenommen wurden, im Hinblick auf die Anforderungen der Artikel 6, 8 und 9.

Die Mindestanforderungen für die Erstellung dieser Pläne sind in Anlage 1 aufgeführt.

§ 2. Der Hafenebetreiber teilt den Schiffsbetieibern die folgenden in den Abfallbewirtschaftungsplänen enthaltenen Informationen über die Verfügbarkeit geeigneter Hafenauffangeinrichtungen in ihren Häfen und die Struktur der Kosten klar mit:

- 1° den Standort der Hafenauffangeinrichtungen für jeden Anlegeplatz, sowie gegebenenfalls deren Öffnungszeiten;
- 2° die Liste der von dem Hafen normalerweise bewirtschafteten Abfälle von Schiffen;
- 3° die Liste der Kontaktstellen, der Betreiber von Hafenauffangeinrichtungen sowie der angebotenen Dienstleistungen;
- 4° die Beschreibung der Verfahren für die Entladung der Abfälle;
- 5° die Beschreibung der Kostendeckungssysteme, einschließlich der Abfallbewirtschaftungssysteme und -fonds nach Anlage 4.

Die in Absatz 1 erwähnten Informationen werden veröffentlicht und sind für die Schiffsbetieibern leicht zugänglich und verständlich.

Die Informationen gemäß Absatz 1 werden außerdem in dem im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannten Teil des Informations-, Überwachungs- und Durchsetzungssystems elektronisch verfügbar gemacht und auf dem neuesten Stand gehalten.

§ 3. Ist dies aus Effizienzgründen erforderlich, können die Abfallbewirtschaftungspläne gemeinsam von zwei oder mehr benachbarten Häfen derselben geografischen Region unter entsprechender Einbeziehung jedes Hafens aufgestellt werden, vorausgesetzt, dass der Bedarf an Hafenauffangeinrichtungen und deren Verfügbarkeit für jeden Hafen angegeben wird.

§ 4. Der Entwurf des Abfallbewirtschaftungsplans unterliegt der Zustimmung der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Der Hafenebetreiber übermittelt der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt per Einschreiben seinen Entwurf des Abfallbewirtschaftungsplans.

Das Gutachten der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt wird innerhalb von 30 Tagen nach der Absendung übermittelt. Wird das Gutachten nicht innerhalb der gesetzten Frist übermittelt, kann das Verfahren fortgesetzt werden. Eine Kopie des Gutachtens wird gleichzeitig an die Regierung gesendet.

§ 5. Die Regierung genehmigt für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren den Abfallbewirtschaftungsplan, der ihr vom Hafenebetreiber vorgelegt wird.

Jeder Abfallbewirtschaftungsplan wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 6. Der Hafenebetreiber überprüft seinen Abfallbewirtschaftungsplan nach jeder wesentlichen Änderung des Hafenebetriebs, und in jedem Fall wird dieser Plan der Regierung mindestens alle fünf Jahre zur Genehmigung vorgelegt, nachdem er genehmigt oder neu genehmigt wurde.

Die in Absatz 1 erwähnten Änderungen können strukturelle Veränderungen in Bezug auf die den Hafen anlaufenden Schiffe, die Entwicklung neuer Infrastruktur, Änderungen des Bedarfs an und der Bereitstellung von Hafenauffangeinrichtungen, neue Techniken für die Abfallbehandlung an Bord oder andere relevante Änderungen umfassen.

Wurden während des Fünfjahreszeitraums gemäß Absatz 1 keine bedeutenden Änderungen vorgenommen, kann die erneute Genehmigung in Form einer Validierung bestehender Pläne erfolgen.

Die zuständige Behörde überwacht die Durchführung des Abfallbewirtschaftungsplans durch den Hafen.

§ 7. Der Hafenebetreiber erstellt für die Regierung einen jährlichen Bericht über die Bewertung der Umsetzung seines Abfallbewirtschaftungsplans.

Eine Kopie des Bewertungsberichts wird an die Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt geschickt.

§ 8. Kleine nichtgewerbliche Häfen, die selten oder wenig und ausschließlich von Sportbooten angelaufen werden, können von den Paragrafen 1 bis 8 ausgenommen werden, sofern ihre Hafenauffangeinrichtungen in das von oder im Auftrag der jeweiligen Gemeindebehörde verwaltete Abfallbewirtschaftungssystem integriert sind und der Hafenebetreiber sicherstellt, dass den Nutzern dieser Häfen Informationen zu dem Abfallbewirtschaftungssystem zur Verfügung gestellt werden.

Die Gemeindebehörde, in der sich derartige Häfen befinden, meldet Namen und Position dieser Häfen elektronisch an den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannten Teil des Informations-, Überwachungs- und Durchsetzungssystems.“

**Art. 9** - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 8 - § 1. Der Betreiber, Makler oder Kapitän eines Schiffes, das in den Geltungsbereich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 fällt und einen in der Wallonischen Region gelegenen Hafen ansteuert, füllt das in Anlage 2 genannte Formular wahrheitsgetreu und sorgfältig aus und übermittelt alle darin enthaltenen Informationen an den Hafenebetreiber:

- 1° mindestens 24 Stunden vor der Ankunft, sofern der Anlaufhafen bekannt ist;
- 2° sobald der Anlaufhafen bekannt ist, falls diese Information weniger als vierundzwanzig Stunden vor der Ankunft vorliegt, oder;
- 3° spätestens beim Auslaufen aus dem zuletzt angelaufenen Hafen, falls die Fahrtdauer weniger als vierundzwanzig Stunden beträgt.

§ 2. Der Hafenebetreiber übermittelt die Informationen der Voranmeldung von Abfällen auf elektronischem Wege, damit diese in das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannte System über das im Organigramm in Anlage 6 beschriebene IT-Netzwerk aufgenommen werden.

§ 3. Die Angaben, die in der in Anlage 2 aufgeführten Voranmeldung von Abfällen enthalten sind – vorzugsweise in elektronischer Form – sind mindestens bis zum nächsten Anlaufhafen an Bord des Schiffes verfügbar und werden dem Hafenebetreiber, der Schifffahrtspolizei, der örtlichen Polizei und den Bediensteten im Sinne von Artikel D. 139 Ziffer 1 des Umweltgesetzbuches auf erste Anfrage zur Verfügung gestellt.



§ 4. Der Hafenbetreiber stellt sicher, dass die Angaben, die gemäß diesem Artikel übermittelt werden, geprüft und mit der Schifffahrtspolizei, der örtlichen Polizei und den Bediensteten im Sinne von Artikel D. 139 Ziffer 1 des Umweltgesetzbuches geteilt werden.“.

**Art. 10** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 9 - § 1. Der Kapitän eines Schiffes, das einen Hafen angelaufen hat, entlädt gemäß den im MARPOL-Übereinkommen festgelegten Normen für das Einbringen von Abfällen vor dem Auslaufen alle seine an Bord mitgeführten Abfälle in einer Hafenauffangeinrichtung.

§ 2. Nach der Entladung der Abfälle füllt der Betreiber der Hafenauffangeinrichtung oder der Betreiber des Hafens, in dem die Abfälle entladen wurden, das in Anlage 3 enthaltene Formular wahrheitsgetreu und sorgfältig aus und stellt dem Kapitän des Schiffes eine Abfallabgabebescheinigung aus.

In der Bescheinigung werden der Betrag der Gebühr und der Bewirtschaftungskosten, sowie die Bewirtschaftungsmodalitäten und der Bestimmungsort der Abfälle angegeben.

§ 3. Die für die Hafenauffangeinrichtungen verantwortlichen Personen führen ein Register für die Abfallentladung und für die Behandlungskosten, das folgende Informationen enthält:

1° was die Abfälle betrifft, die in der Hafenauffangeinrichtung eintreffen:

a) die Identität des Abfallerzeugers: Name, Rufzeichen und gegebenenfalls IMO-Kennnummer des Schiffes, Flagge;

b) die Art und Menge der von dem Erzeuger entladenen Abfälle, unter Angabe des Abfallidentifizierungscodes gemäß dem Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

c) das Datum der Entladung oder der Entladungen;

2° bezüglich der Abfälle, die die Hafenauffangeinrichtung, gegebenenfalls losweise, verlassen:

b) die Art und Menge, sowie die Merkmale der Abfälle, unter Angabe des Abfallidentifizierungscodes gemäß dem Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

b) das Datum, an dem die Abfälle abtransportiert wurden;

c) die Identität des zugelassenen oder eingetragenen Abfallsammlers;

d) die Identität des zugelassenen oder eingetragenen Transporteurs;

e) die Identität und Anschrift des eventuellen Zwischenlagerungsorts und des Aufwertungs- oder Beseitigungsorts der Abfälle;

f) das bzw. die Abfallbewirtschaftungsverfahren;

g) die Bewirtschaftungskosten, einschließlich eventueller Abgaben.

Die für die Hafenauffangeinrichtungen verantwortlichen Personen reichen bei der Verwaltung spätestens bis zum 1. Februar des darauffolgenden Jahres eine Forderungsanmeldung unter Beifügung der Abschrift ihres Registers und der Abschriften all ihrer Abfallabgabebescheinigungen ein.

§ 4. Der Betreiber, Makler oder Kapitän eines Schiffes, das in den Geltungsbereich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 fällt, übermittelt die in der Abfallabgabebescheinigung enthaltenen Angaben vor dem Auslaufen — oder sobald die Abfallabgabebescheinigung eingegangen ist — auf elektronischem Wege an den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannten Teil des Informations-, Überwachungs- und Durchsetzungssystems.

Die Angaben aus der Abfallabgabebescheinigung werden während mindestens zwei Jahren an Bord gegebenenfalls gemeinsam mit dem entsprechenden Öltagebuch, Ladungstagebuch, Mülltagebuch oder Müllbehandlungsplan mitgeführt und auf Verlangen dem Hafenbetreiber, der Schifffahrtspolizei, der örtlichen Polizei oder einem Bediensteten im Sinne von Artikel D. 139 Ziffer 1 des Umweltgesetzbuches vorgelegt.

§ 5. Unbeschadet des Paragraphen 1 kann einem Schiff vom Hafenbetreiber gestattet werden, seine Fahrt bis zum nächsten Anlaufhafen fortzusetzen, ohne seinen Abfall zu entladen, wenn:

1° aus den Angaben gemäß den Anlagen 2 und 3 hervorgeht, dass ausreichend spezifische Lagerkapazität für alle bisher angefallenen und während der beabsichtigten Fahrt des Schiffes bis zum nächsten Anlaufhafen noch anfallenden Abfälle vorhanden ist;

2° aus den Angaben, die an Bord von Schiffen außerhalb des Geltungsbereichs des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 verfügbar sind, hervorgeht, dass ausreichend spezifische Lagerkapazität für alle bisher angefallenen und während der beabsichtigten Fahrt des Schiffes bis zum nächsten Anlaufhafen noch anfallenden Abfälle vorhanden ist; oder

3° das Schiff weniger als vierundzwanzig Stunden oder bei widrigen Witterungsbedingungen ankert.

§ 6. Der Hafenbetreiber fordert das Schiff auf, seine gesamten Abfälle vor dem Auslaufen zu entladen sofern:

1° wenn nicht anhand der Informationen, die elektronisch in dem im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannten Teil des Informations-, Überwachungs- und Durchsetzungssystems oder im GISIS protokolliert wurden, festgestellt wird, dass im nächsten Anlaufhafen geeignete Hafenauffangeinrichtungen zur Verfügung stehen;

2° der nächste Anlaufhafen nicht bekannt ist.

§ 7. Paragraph 5 gilt unbeschadet strengerer Anforderungen für Schiffe, die im Einklang mit dem Völkerrecht erlassen wurden.“.

**Art. 11** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 10 - Die Kosten der Hafenauffangeinrichtungen für die Aufnahme und Behandlung von Abfällen von Schiffen außer Ladungsrückständen werden durch eine von den Schiffen zu erhebende Gebühr nach der in Artikel 11 vorgesehenen Aufteilung gedeckt.

Diese Kosten umfassen die in Anlage 4 aufgeführten Elemente.

Die Gebühr ist jährlich zu entrichten und wird am Ende des abgelaufenen Jahres nach Veröffentlichung der in Artikel 11 vorgesehenen Faktoren erhoben.“.



**Art. 12** - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 11 - § 1. Außer im Falle einer Befreiung gemäß Artikel 12 entrichten alle Schiffe, die einen Hafen in der Wallonischen Region anlaufen, eine Gebühr, die dreißig Prozent der in Artikel 10 erwähnten Kosten entspricht, ob sie die Einrichtungen benutzen oder nicht.

Die in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Anteil wird nach folgender Formel berechnet:

$$Q = 0,3.a.x. (n/N)$$

Wobei

a = die durchschnittlichen Kosten für die Sammlung und die Behandlung je m<sup>3</sup> der Abfälle während des abgelaufenen Jahres;

x = das Gesamtvolumen der im Laufe des abgelaufenen Jahres in der Wallonischen Region entladenen Abfälle;

n = die Anzahl der von dem Schiff im Laufe des abgelaufenen Jahres in der Wallonischen Region zurückgelegten Strecken;

N = die Anzahl der von allen Schiffen im Laufe des abgelaufenen Jahres in der Wallonischen Region zurückgelegten Gesamtstrecken.

Die Faktoren a, x und N werden am Ende eines jeden Jahres in einer Bekanntmachung beim Binnenschiffahrtsamt der Verwaltung veröffentlicht.

§ 2. Der Restbetrag der in Artikel 10 erwähnten Kosten, die nicht durch den in Paragraph 1 erwähnten Anteil gedeckt werden, wird einerseits auf der Grundlage der tatsächlich entladenen Arten und Mengen der Schiffsabfälle und andererseits auf der Grundlage der durchschnittlichen Kosten für die Sammlung und Behandlung nach Abfallkategorien berechnet, die im Laufe des vergangenen Jahres ermittelt und durch Bekanntmachung beim Binnenschiffahrtsamt veröffentlicht wurden.

Die geltenden durchschnittlichen Kosten kommen weiterhin zur Anwendung, solange sie nicht abgeändert werden.“.

**Art. 13** - Artikel 12 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 12 - § 1. Die Verwaltung kann ein Schiff, das einen unter diesen Erlass fallenden Hafen anläuft, von den in den Artikeln 8, 9, Paragraph 1, und 10 festgelegten Pflichten befreien (im Folgenden „Ausnahme“ genannt), wenn hinreichend nachgewiesen werden kann, dass die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° das Schiff läuft im Liniendienst häufig und regelmäßig einen Hafen an;

2° die Entladung der Abfälle und die Entrichtung der Gebühren sind aufgrund einer vorhandenen Vereinbarung in einem auf der Fahrtstrecke des Schiffes liegenden Hafen gewährleistet, welche:

a) anhand eines unterzeichneten Vertrags mit einem Hafen oder Abfallentsorgungsunternehmen und durch Abfallabgabebescheinigungen belegt wird,

b) allen Häfen auf der Fahrtstrecke des Schiffes gemeldet wurde und

c) von dem Hafen akzeptiert wurde, in dem Entladung und Zahlung erfolgen und der ein Hafen der Europäischen Union oder ein anderer Hafen sein kann, in dem ausweislich der auf elektronischem Wege in den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannten Teil des Informations-, Überwachungs- und Durchsetzungssystem und an das GISIS gemeldeten Angaben geeignete Einrichtungen vorhanden sind.

3° die Ausnahme wirkt sich nicht abträglich auf die Sicherheit des Seeverkehrs, die Gesundheit, die Lebens- und Arbeitsbedingungen an Bord oder die Meeresumwelt aus.

§ 2. Wird die Ausnahme gewährt, so stellt die Verwaltung ein Ausnahmezeugnis nach dem Muster in Anlage 5 aus, mit dem bestätigt wird, dass das Schiff die notwendigen Voraussetzungen und Anforderungen für die Anwendung der Ausnahme erfüllt, und in dem die Dauer der Ausnahme angegeben ist.

§ 3. Die Verwaltung übermittelt die auf dem Ausnahmezeugnis enthaltenen Angaben auf elektronischem Wege, damit sie in dem Teil des Informations-, Überwachungs- und Durchsetzungssystems des im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 gemäß dem in Anlage 6 enthaltenen Organigramm des IT-Netzwerks genannt wird.

§ 4. Die Betreiber der Häfen sorgen dafür, dass die Vereinbarungen über die Entladung und Entrichtung der Gebühren für Schiffe, die ihre Häfen anlaufen und denen eine Ausnahme gewährt wurde, wirksam überwacht und durchgesetzt werden.

§ 5. Ungeachtet der gewährten Ausnahme darf ein Schiff die Fahrt zum nächsten Anlaufhafen nicht fortsetzen, wenn nicht eine ausreichende spezifische Lagerkapazität für alle bisher angefallenen und während der beabsichtigten Fahrt des Schiffes bis zum nächsten Anlaufhafen noch anfallenden Abfälle vorhanden ist.“.

**Art. 14** - Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 13 - § 1. Unbeschadet des Artikels 7. 1. 7. des Königlichen Erlasses vom 4. Juni 2021 über Schiffsabfälle zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2020 über die umweltfreundliche Schifffahrt können die Schifffahrtspolizei, die örtliche Polizei und die Bediensteten im Sinne von Artikel D. 139 Ziffer 1 des Umweltgesetzbuches jedes Schiff auch stichprobenartig überprüfen, um festzustellen, ob es die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erfüllt.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 7. 1. 8. Paragraph 4 des Königlichen Erlasses vom 4. Juni 2021 über Schiffsabfälle zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2020 über die umweltfreundliche Schifffahrt veranlasst die Schifffahrtspolizei, die örtliche Polizei oder ein Bediensteter im Sinne von Artikel D. 139 Ziffer 1 des Umweltgesetzbuches, insofern sie/er mit den Ergebnissen der Inspektion nicht zufrieden ist, unbeschadet der Anwendung der vorgesehenen Sanktionen, dass das Schiff den Hafen nicht verlässt, bevor es seinen Abfall gemäß Artikel 9 in einer Hafenauffangeinrichtung entsorgt hat.

§ 3 Unbeschadet des Artikels 7. 1. 9. des Königlichen Erlasses vom 4. Juni 2021 über Schiffsabfälle zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2020 über die umweltfreundliche Schifffahrt werden die Informationen über die im Rahmen dieses Erlasses durchgeführten Überprüfungen, die Informationen über Konformitätsmängel und die Anordnung eines Auslaufverbots unverzüglich in die von der Europäischen Kommission zur Verfügung gestellte Datenbank der Überprüfungen übertragen, sobald:

- 1° der Überprüfungsbericht fertiggestellt wurde,
- 2° das Auslaufverbot aufgehoben wurde oder
- 3° eine Ausnahme gewährt wurde.“.

**Art. 15** - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 14 - Die Betreiber der Häfen und die für die Hafenauffangeinrichtungen zuständigen Behörden stellen sicher, dass alle Mitarbeiter die notwendige Schulung erhalten, um die für ihre Tätigkeit in Bezug auf die Handhabung von Abfällen unerlässlichen Kenntnisse zu erwerben, wobei den Aspekten Gesundheit und Sicherheit beim Umgang mit gefährlichen Stoffen besondere Beachtung geschenkt wird. Sie überprüfen ebenfalls, ob die Schulungsanforderungen regelmäßig auf den neuesten Stand gebracht werden, um den Herausforderungen der technischen Innovation zu begegnen.“.

**Art. 16** - In denselben Erlass wird ein Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 14/1 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Häfen und ihre Nebenanlagen gehören, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, können gemeinsam die Verteilung der mit der Durchführung dieses Erlasses verbundenen Aufgaben sowie die Maßnahmen der Zusammenarbeit zwischen den betroffenen Verwaltungen festlegen.“.

**Art. 17** - In denselben Erlass wird ein Artikel 14/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 14/2 - § 1. Zweck jeder Verarbeitung personenbezogener Daten ist die administrative Behandlung der Voranmeldung von Abfällen gemäß Artikel 8, der Entladung von Abfällen gemäß Artikel 9, der Ausnahme gemäß Artikel 12 und der Überwachung der Einhaltung des Erlasses.

§ 2. Die unten genannten Personen werden als “für die Verarbeitung Verantwortliche” im Sinne von Artikel 4.7 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG bezeichnet:

- 1° in Bezug auf Artikel 8 ist der “für die Verarbeitung Verantwortliche” der Hafentreiber;
- 2° in Bezug auf Artikel 9 Paragraph 2 ist der “für die Verarbeitung Verantwortliche” der Hafentreiber;
- 3° in Bezug auf Artikel 9 Paragraph 3 ist der “für die Verarbeitung Verantwortliche” der Verantwortliche der Hafenauffangeinrichtungen;
- 4° in Bezug auf Artikel 9 Paragraph 5 ist der “für die Verarbeitung Verantwortliche” der Hafentreiber;
- 5° in Bezug auf Artikel 12 ist die “für die Verarbeitung Verantwortliche” die Verwaltung.

§ 3. Personenbezogene Daten werden von den gemäß Paragraph 3 für die Verarbeitung Verantwortlichen für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt der Erhebung der Daten aufbewahrt. Die erhobenen Daten können, sofern sie zuvor anonymisiert wurden, zu statistischen Zwecken oder zur Verbesserung der Hafentreiber für die Abfallbewirtschaftung verwendet werden.“.

**Art. 18** - In denselben Erlass wird ein Artikel 14/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 14/3 - § 1. Die Kommunikation und der Informationsaustausch basieren auf dem System der Union für den Austausch von Informationen für die Sicherheit des Seeverkehrs, das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 angegeben ist.

§ 2. Die betroffenen Parteien sorgen dafür, dass die folgenden Informationen innerhalb einer angemessenen Frist auf elektronischem Wege in den Teil übermittelt werden, der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 genannt wird:

a) Angaben zum genauen Zeitpunkt der Ankunft und zum Zeitpunkt des Auslaufens jedes Schiffes, das in den Anwendungsbereich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 fällt und das einen Hafen der Union anläuft, ebenso wie ein Identifizierungsmerkmal des betreffenden Hafens;

- b) die in der Voranmeldung von Abfällen enthaltenen Angaben gemäß Anlage 2 des vorliegenden Erlasses;
- c) die in der Abfallabgabebescheinigung enthaltenen Angaben gemäß Anlage 3 des vorliegenden Erlasses;
- d) die im Ausnahmezeugnis enthaltenen Angaben gemäß Anlage 5 des vorliegenden Erlasses;
- e) die in Artikel 7 Paragraph 2 des vorliegenden Erlasses aufgezählten Angaben.“.

**Art. 19** - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: “Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Häfen und ihre Nebenanlagen gehören, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.“.

**Art. 20** - Anlage 1 desselben Erlasses wird durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage 1 ersetzt.

**Art. 21** - Anlage 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2016, wird durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage 2 ersetzt.

**Art. 22** - Anlage 3 desselben Erlasses wird durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage 3 ersetzt.

**Art. 23** - In denselben Erlass wird eine Anlage 4 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass als Anlage 4 beigefügt wird.

**Art. 24** - In denselben Erlass wird eine Anlage 5 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass als Anlage 5 beigefügt wird.

**Art. 25** - In denselben Erlass wird eine Anlage 6 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass als Anlage 6 beigefügt wird.

**Art. 26** - Der vorliegende Erlass tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 27** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Häfen und ihre Nebenanlagen gehören, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

---

## Anlage 1

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

**ANFORDERUNGEN AN ABFALLBEWIRTSCHAFTUNGSPLÄNE**

In den Abfallbewirtschaftungsplänen sind alle Arten von Abfällen von Schiffen, die den betreffenden Hafen normalerweise anlaufen, die Größe des Hafens und die Arten der einlaufenden Schiffe zu berücksichtigen.

Die Abfallbewirtschaftungspläne müssen Folgendes enthalten:

- 1° eine Bewertung der Notwendigkeit einer Hafenauffangeinrichtung unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Schiffe, die den betreffenden Hafen normalerweise anlaufen;
- 2° eine Beschreibung der Art und Kapazität der Hafenauffangeinrichtung;
- 3° eine Beschreibung der Verfahren für das Auffangen und Sammeln von Abfällen von Schiffen;
- 4° eine Beschreibung des Kostendeckungssystems;
- 5° eine Beschreibung des Verfahrens für die Meldung etwaiger Unzulänglichkeiten der Hafenauffangeinrichtung;
- 6° eine Beschreibung des Verfahrens für laufende Konsultationen der Hafennutzer, der mit der Abfallbehandlung beauftragten Unternehmen, der Hafensbetreiber und anderer Beteiligter und
- 7° eine Übersicht über die Art und Menge der aufgefangenen und in Hafenauffangeinrichtungen behandelten Abfälle von Schiffen.

Die Abfallbewirtschaftungspläne enthalten Folgendes:

- 1° eine Zusammenfassung der einschlägigen nationalen Rechtsvorschriften und der Verfahren und Formalitäten für die Entladung der Abfälle in Hafenauffangeinrichtungen;
- 2° eine Angabe einer Kontaktstelle im Hafen;
- 3° eine Beschreibung der im Hafen vorhandenen Ausrüstungen und Verfahren für die Vorbehandlung spezifischer Abfallströme;
- 4° eine Beschreibung der Verfahren für die Aufzeichnung der tatsächlichen Nutzung der Hafenauffangeinrichtungen;
- 5° eine Beschreibung der Verfahren für die Aufzeichnung der von Schiffen entladenen Mengen an Abfällen;
- 6° eine Beschreibung der Verfahren für die Behandlung der verschiedenen Abfallströme im Hafen.

Die Verfahren für Auffangen, Sammlung, Lagerung, Behandlung und Beseitigung sollten in jeder Hinsicht mit einem Umweltmanagementplan übereinstimmen, der einen fortschreitenden Abbau der Auswirkungen dieser Tätigkeiten auf die Umwelt ermöglicht. Diese Konformität wird angenommen, wenn die Verfahren der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 über die freiwillige Teilnahme von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für Umweltmanagement und Umweltbetriebsprüfung und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 761/2001 und der Beschlüsse der Kommission 2001/681/EG und 2006/193/EG<sup>1</sup> entsprechen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Mobilität  
Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt  
C. TELLIER

---

<sup>1</sup>([ABI, 22. Dezember 2009, L342, Seite 1](#)).

## Anlage 2

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

**STANDARDFORMAT FÜR DAS ANMELDEFORMULAR  
FÜR DIE ENTLADUNG VON ABFÄLLEN IN HAFENAUFFANGEINRICHTUNGEN**

Mitteilung über die Entladung von Abfällen in: .....

(Name des Anlaufhafens gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände).

Dieses Formular ist gemeinsam mit dem entsprechenden gemäß dem MARPOL-Übereinkommen erforderlichen Öltagebuch, Ladungstagebuch, Mülltagebuch oder Müllbehandlungsplan an Bord des Schiffes mitzuführen.

## 1. ANGABEN ZUM SCHIFF

1.1. Name des Schiffes:		1.5. Reeder oder Betreiber:		
1.2. IMO-Nummer:		1.6. Unterscheidungssignal:		
		MMSI-Nummer (Maritime Mobile Service Identity number — Kennnummer des mobilen Seefunkdienstes):		
1.3. Bruttoreaumzahl:		1.7. Flaggenstaat:		
1.4. Schiffstyp	<input type="checkbox"/> Öltankschiff	<input type="checkbox"/> Chemikalienschiff	<input type="checkbox"/> Massengutschiff	<input type="checkbox"/> Containerschiff
	<input type="checkbox"/> sonstiges Frachtschiff	<input type="checkbox"/> Fahrgastschiff	<input type="checkbox"/> Ro-Ro-Frachtschiff	<input type="checkbox"/> Sonstiges (bitte angeben)

## 2. ANGABEN ZU HÄFEN UND ROUTE

2.1. Ort/Bezeichnung des Terminals:	2.6. Letzter Hafen, in dem Abfälle entladen wurden:
2.2. Anlaufdatum und -zeit:	2.7. Datum der letzten Entladung:
2.3. Auslaufdatum und -zeit:	2.8. Nächster Entladehafen:
2.4. Letzter Hafen und Staat:	2.9. Person, die dieses Formular vorlegt (falls andere Person als der Kapitän):
2.5. Nächster Hafen und Staat (sofern bekannt):	



## 3. ART UND MENGE DER ABFÄLLE UND LAGERKAPAZITÄT

Art	Zu entladender Abfall (m <sup>3</sup> )	Maximale Lagerkapazität (m <sup>3</sup> )	Menge des an Bord verbleibenden Abfalls (m <sup>3</sup> )	Hafen, in dem der verbleibende Abfall entladen wird	Geschätzte Abfallmenge, die zwischen Meldung und nächstem Anlaufhafen anfällt (m <sup>3</sup> )
Anlage I MARPOL-Übereinkommen — Öl					
Ölhaltiges Bilgenwasser					
Ölhaltige Rückstände (Schlamm)					
Ölhaltiges Tankwaschwasser					
Schmutziges Ballastwasser					
Ablagerungen und Schlämme aus der Tankreinigung					
Sonstiges (bitte angeben)					
Anlage II MARPOL-Übereinkommen — Schädliche flüssige Stoffe (NLS) <sup>(1)</sup>					
Stoff der Gruppe X					
Stoff der Gruppe Y					
Stoff der Gruppe Z					
OS — Sonstige Stoffe					
<sup>(1)</sup> Angabe der offiziellen Versandbezeichnung für den betreffenden schädlichen flüssigen Stoff.					
Anlage IV MARPOL-Übereinkommen — Schiffsabwasser					
Anlage V MARPOL-Übereinkommen — Schiffsmüll					
A. Kunststoff					
B. Lebensmittelabfälle					
C. Haushaltsabfälle (z. B. Papiererzeugnisse, Lumpen, Glas, Metall, Flaschen, Steingut)					
D. Speiseöl					
E. Asche aus Verbrennungsanlagen					
F. Betriebsabfälle					
G. Tierkörper					
H. Fanggerät					
I. Elektro- und Elektronik-Altgeräte					
J. Ladungsrückstände <sup>(1)</sup> (schädlich für die Meeresumwelt — HME)					
K. Ladungsrückstände <sup>(2)</sup> (nicht-HME)					
Art	Zu entladender Abfall (m <sup>3</sup> )	Maximale Lagerkapazität (m <sup>3</sup> )	Menge des an Bord verbleibenden Abfalls (m <sup>3</sup> )	Hafen, in dem der verbleibende Abfall entladen wird	Geschätzte Abfallmenge, die zwischen Meldung und nächstem Anlaufhafen anfällt (m <sup>3</sup> )

Anlage VI MARPOL-Übereinkommen — Luftverunreinigung durch Schiffe					
Stoffe, die zu einem Abbau der Ozonschicht führen und Ausrüstungsgegenstände, die solche Stoffe enthalten <sup>(3)</sup>					
Rückstände aus Abgasreinigungssystemen					
Andere Abfälle, die nicht unter das MARPOL-Übereinkommen fallen					
Passiv gefischte Abfälle					
Anmerkungen					
1. Diese Angaben werden für die Zwecke der Hafensaatkontrolle und anderer Überprüfungen verwendet.					
2. Dieses Formular ist auszufüllen, es sei denn, dem Schiff wird gemäß Artikel 9 der Richtlinie (EU) 2019/883 eine Ausnahme gewährt.					
<sup>(1)</sup> Schätzwerte sind zulässig. Angabe der offiziellen Versandbezeichnung für das Trockengut.					
<sup>(2)</sup> Schätzwerte sind zulässig. Angabe der offiziellen Versandbezeichnung für das Trockengut.					
<sup>(3)</sup> Emissionen im Zuge der normalen Instandhaltungsarbeiten an Bord.					

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Mobilität  
Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt  
C. TELLIER

## Anlage 3

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

**STANDARDFORMAT FÜR DIE ABFALLABGABEBESCHEINIGUNG**

*Der benannte Vertreter des Betreibers der Hafenauffangeinrichtung übermittelt dem Kapitän eines Schiffes, das Abfälle gemäß Artikel 9 des Erlasses vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände entladen hat, das folgende Formular.*

*Dieses Formular wird gemeinsam mit dem entsprechenden gemäß dem MARPOL-Übereinkommen erforderlichen Öltagebuch, Ladungstagebuch, Mülltagebuch oder Müllbehandlungsplan an Bord des Schiffes mitgeführt.*

**1. ANGABEN ZUR HAFENAUFFANGEINRICHTUNG UND ZUM HAFEN**

1.1. Ort/Bezeichnung des Terminals:	
1.2. Betreiber der Hafenauffangeinrichtung:	
1.3. Betreiber der Behandlungsanlage - falls abweichend:	
1.4. Datum und Uhrzeit der Entladung von:	bis:

**2. ANGABEN ZUM SCHIFF**

2.1. Name des Schiffes:		2.5. Reeder oder Betreiber:		
2.2. IMO-Nummer:		2.6. Unterscheidungssignal:		
		MMSI-Nummer (Maritime Mobile Service Identity number — Kennnummer des mobilen Seefunkdienstes):		
2.3. Bruttoreaumzahl:		2.7. Flaggenstaat:		
2.4. Schiffstyp	<input type="checkbox"/> Öltankschiff	<input type="checkbox"/> Chemikaliertankschiff	<input type="checkbox"/> Massengutschiff	<input type="checkbox"/> Containerschiff
	<input type="checkbox"/> Sonstiges	<input type="checkbox"/> Fahrgastschiff	<input type="checkbox"/> Ro-Ro-Frachtschiff	<input type="checkbox"/> Sonstiges (bitte Frachtschiff angeben)

## 3. ART UND MENGE DER AUFGEFANGENEN ABFÄLLE

Anlage I MARPOL-Übereinkommen — Öl	Menge (m <sup>3</sup> )	Anlage V MARPOL-Übereinkommen — Schiffsmüll	Menge (m <sup>3</sup> )
Ölhaltiges Bilgenwasser		A. Kunststoff	
Ölhaltige Rückstände (Schlamm)		B. Lebensmittelabfälle	
Ölhaltiges Tankwaschwasser		C. Haushaltsabfälle (z. B. Papiererzeugnisse, Lumpen, Glas, Metall, Flaschen, Steingut)	
Schmutziges Ballastwasser		D. Speiseöl	
Ablagerungen und Schlämme aus der Tankreinigung		E. Asche aus Verbrennungsanlagen	
Sonstiges (bitte angeben)		F. Betriebsabfälle	
Anlage II MARPOL-ÜBEREINKOMMEN — SCHÄDLICHE FLÜSSIGE STOFFE (NLS)	Menge (m <sup>3</sup> )/Bezeichnung <sup>(1)</sup>	G. Tierkörper	
Stoff der Gruppe X		H. Fanggerät	
Stoff der Gruppe Y		I. Elektro- und Elektronik-Altgeräte	
Stoff der Gruppe Z		J. Ladungsrückstände <sup>(2)</sup> (schädlich für die Meeresumwelt — HME)	
OS — Sonstige Stoffe		K. Ladungsrückstände <sup>(2)</sup> (nicht-HME)	
Anlage IV MARPOL-Übereinkommen — Schiffsabwasser	Menge (m <sup>3</sup> )	Anlage VI MARPOL-Übereinkommen — Luftverunreinigung durch Schiffe	Menge (m <sup>3</sup> )
		Stoffe, die zu einem Abbau der Ozonschicht führen und Ausrüstungsgegenstände, die solche Stoffe enthalten <sup>(3)</sup>	
		Rückstände aus Abgasreinigungssystemen	
		Andere Abfälle, die nicht unter das MARPOL-Übereinkommen fallen	Menge (m <sup>3</sup> )
		Passiv gefischte Abfälle	

<sup>(1)</sup> Angabe der offiziellen Versandbezeichnung für den betreffenden schädlichen flüssigen Stoff.

<sup>(2)</sup> Angabe der offiziellen Versandbezeichnung für das Trockengut.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Mobilität  
Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt  
C. TELLIER

## Anlage 4

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung

vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

**KOSTEN- UND NETTOEINKOMMENSARTEN IM ZUSAMMENHANG  
MIT DEM BETRIEB UND DER VERWALTUNG VON HAFENAUFFANGEINRICHTUNGEN**

<b>Direkte Kosten</b> Direkte Betriebskosten, die sich aus der tatsächlichen Entladung der Abfälle von Schiffen ergeben, einschließlich der nachstehend aufgeführten Kostenpunkte.	<b>Indirekte Kosten</b> Indirekte Verwaltungskosten, die sich aus der Verwaltung des Systems im Hafen ergeben, einschließlich der nachstehend aufgeführten Kostenpunkte.	<b>Nettoeinnahmen</b> Nettoeinnahmen aus Abfallbewirtschaftungssystemen und verfügbare nationale/regionale Fördermittel, einschließlich der nachstehend aufgeführten Einnahmenelemente.
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Bereitstellung der Infrastruktur für Hafenauffangeinrichtungen, einschließlich Container, Tanks, Bearbeitungswerkzeuge, Lastkähne, Lastkraftwagen, Auffanganlagen, Anlagen zur Abfallbehandlung;</li> <li>— Konzessionen aufgrund von Leasingverträgen für das Gelände, falls zutreffend, oder für die Anmietung der für den Betrieb der Hafenauffangeinrichtungen erforderlichen Ausrüstung;</li> <li>— Eigentlicher Betrieb der Hafenauffangeinrichtungen: Sammlung von Abfällen von Schiffen, Transport der Abfälle von den Hafenauffangeinrichtungen zur endgültigen Entsorgung, Instandhaltung und Reinigung von Hafenauffangeinrichtungen, Personalkosten, einschließlich Überstunden, Bereitstellung von Strom, Abfallanalyse und Versicherungen;</li> <li>— Vorbereitung für Wiederverwendung, Recycling oder Beseitigung der Abfälle von Schiffen, einschließlich der getrennten Sammlung von Abfällen;</li> <li>— Verwaltung: Rechnungsstellung, Ausstellung von Abfallabgabebescheinigungen für das Schiff, Meldungen.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Ausarbeitung und Genehmigung des Abfallbewirtschaftungsplans, einschließlich der Prüfung und Umsetzung dieses Plans;</li> <li>— Aktualisierung des Abfallbewirtschaftungsplans, einschließlich Personalkosten und Beratungskosten, sofern zutreffend;</li> <li>— Organisation der Konsultationsverfahren für die (Neu-)Bewertung des Abfallbewirtschaftungsplans;</li> <li>— Verwaltung der Systeme für die Anmeldung und die Kostendeckung, einschließlich der Anwendung ermäßigter Gebühren für umweltfreundliche Schiffe, Bereitstellung von IT-Systemen in den Häfen, statistische Analyse und die damit verbundenen Personalkosten;</li> <li>— Organisation von Verfahren für die Vergabe öffentlicher Aufträge für die Bereitstellung von Hafenauffangeinrichtungen, Ausstellung der erforderlichen Genehmigungen für die Bereitstellung von Hafenauffangeinrichtungen;</li> <li>— Verbreitung von Informationen an Hafennutzer durch Verteilung von Faltblättern, Anbringen von Schildern und Aushängen im Hafen oder Veröffentlichung von Informationen auf der Website des Hafens und elektronische Übermittlung der Informationen gemäß Artikel 5.</li> <li>— Verwaltung von Abfallbewirtschaftungssystemen: Systeme der erweiterten Herstellerverantwortung, Recycling sowie Beantragung und Einsatz von Mitteln aus nationalen/regionalen Fonds.</li> <li>— Sonstige Verwaltungskosten: Kosten der Überwachung und elektronischen Übermittlung von Ausnahmen gemäß Artikel 9.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Nettoeinnahmen aufgrund von Systemen der erweiterten Herstellerverantwortung;</li> <li>— sonstige Nettoeinnahmen aus der Abfallbewirtschaftung, etwa wie die aus Recyclingsystemen;</li> <li>— Finanzierung im Rahmen des Europäischen Meeres- und Fischereifonds (EMFF);</li> <li>— sonstige für Häfen zur Abfallbewirtschaftung und für die Fischerei verfügbare Finanzmittel oder Beihilfen.</li> </ul>



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,  
E DI RUPO

Der Minister für Mobilität,  
Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt,  
C. TELLIER

## Anlage 5

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

**AUSNAHMEZEUGNIS GEMÄß ARTIKEL 12 IN BEZUG AUF DIE ANFORDERUNGEN GEMÄß  
DEN ARTIKELN 8, 9 PARAGRAF 1, UND 10 DES ERLASSES VOM 27. FEBRUAR 2003  
ÜBER HAFENAUFFANGEINRICHTUNGEN FÜR SCHIFFSABFÄLLE UND LADUNGSRÜCKSTÄNDE  
IM HAFEN/IN DEN HÄFEN VON [NAMEN DES HAFENS/DER HÄFEN EINGEBEN] IN DER  
WALLONISCHEN REGION**

Name des Schiffs	Unterscheidungssignal	Flaggenstaat
<i>[Namen des Schiffs einfügen]</i>	<i>[IMO-Nummer einfügen]</i>	<i>[Flaggenstaat einfügen]</i>

läuft den folgenden Hafen/die folgenden Häfen in [Name des Mitgliedstaats einfügen] im Liniendienst häufig und regelmäßig gemäß einem Fahrplan oder einer festgelegten Route an:

[                    ]

und läuft diese Häfen mindestens einmal alle zwei Wochen an:

[                    ]

und hat mit dem Hafen oder einer dritten Partei eine Vereinbarung zur Gewährleistung der Entrichtung der Gebühr und der Entladung von Abfällen in folgendem Hafen getroffen:

[                    ]

und ist daher gemäß *[entsprechende nationale Rechtsvorschriften des Landes einfügen]* ausgenommen [von den Anforderungen bezüglich

- der obligatorischen Entladung von Abfällen von Schiffen,
- der Voranmeldung von Abfällen und
- der Entrichtung der obligatorischen Gebühr in folgendem Hafen/in den folgenden Häfen]:

Dieses Zeugnis gilt bis zum [Datum einfügen], es sei denn, die Gründe für die Erteilung dieses Ausnahmezeugnisses ändern sich vor diesem Datum.

Ort und Datum

.....  
Name  
Funktion

<sup>(1)</sup> Unzutreffendes streichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Mobilität  
Ph. HENRY

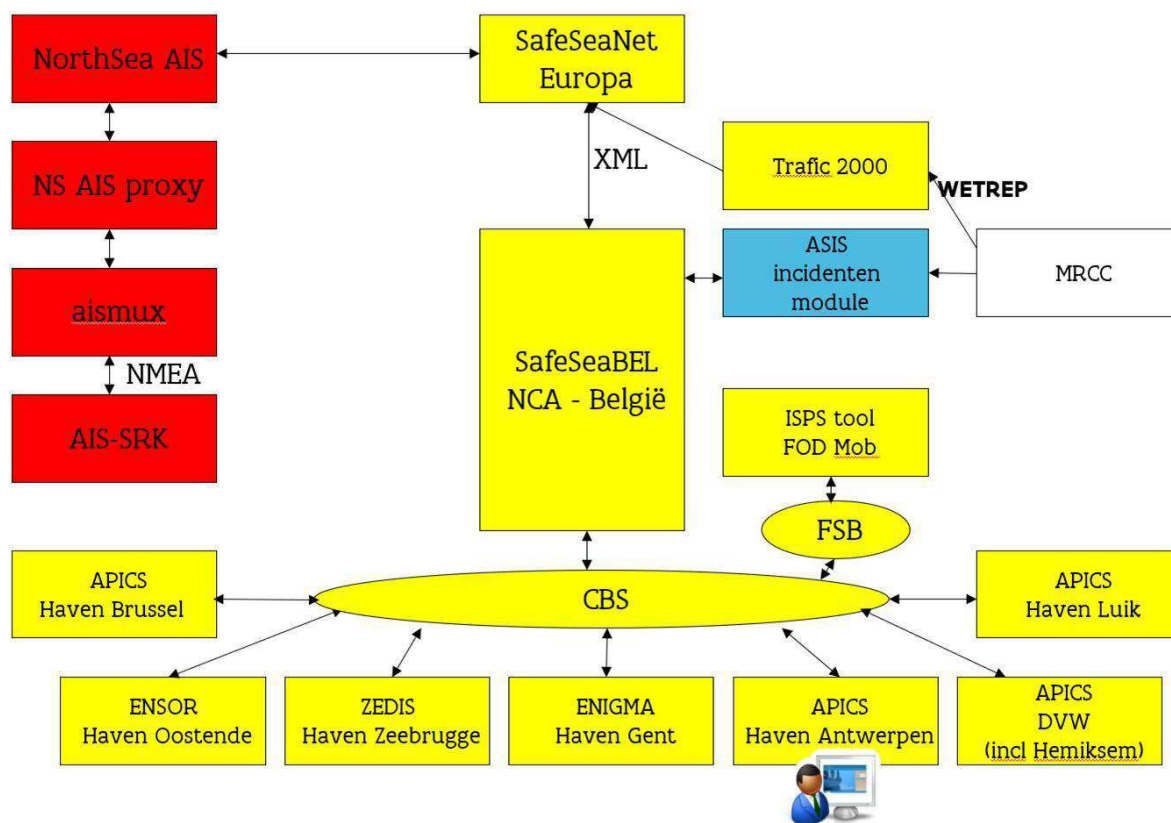
Die Ministerin für Umwelt  
C. TELLIER

## Anlage 6

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

**ORGANIGRAMM DES IT-NETZWERKS, DAS MIT DEM SAFESEANET IN BELGIEN VERBUNDEN IST**



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Mobilität  
Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt  
C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/33181]

**19 JULI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 9 tot 60;

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 november 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 2021;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 26 januari 2022;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Mobiliteit", gegeven op 9 februari 2022;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 22 april 2022;

Gelet op het advies van het controleorgaan op de Politie Informatie, gegeven op 26 april 2022;

Gelet op het rapport van 1 oktober 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 3 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 20 juni 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn (EU) 2019/883 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 april 2019 inzake havenontvangstvoorzieningen voor de afvalafgifte van schepen, tot wijziging van Richtlijn 2010/65/EU en tot intrekking van Richtlijn 2000/59/EG ;

Overwegende dat het doel van deze richtlijn is het mariene milieu te beschermen tegen de negatieve effecten van lozingen van afval van schepen die gebruikmaken van havens in de Europese Unie, en tegelijk te zorgen voor vlot maritiem vervoer, door de beschikbaarheid en het gebruik van toereikende havenontvangstvoorzieningen en de afgifte van afval aan die voorzieningen te verbeteren;

Gelet op het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen aangenomen op 2 november 1973 door de Internationale Maritieme Organisatie, in zijn geactualiseerde versie;

Overwegende dat het Internationaal Verdrag een algemeen verbod op lozingen vanaf schepen op zee bevat, maar ook voorwaarden bevat waaronder bepaalde soorten afval in het mariene milieu mogen worden geloosd;

Gelet op het Belgisch Scheepvaartwetboek;

Gelet op het Milieuwetboek;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van de Franse versie van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen worden de woorden "d'exploitation" opgeheven.

In de aanhef van hetzelfde besluit wordt de zin "Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 60" vervangen door de woorden "Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 9 en 60".

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Artikel 1. Richtlijn (EU) 2019/883 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 april 2019 inzake havenontvangstvoorzieningen voor de afvalafgifte van schepen, tot wijziging van Richtlijn 2010/65/EU en tot intrekking van Richtlijn 2000/59/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit. ».

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Het doel van dit besluit is het mariene milieu te beschermen tegen de negatieve effecten van lozingen van afval van schepen die gebruikmaken van havens in het Waalse Gewest, en tegelijk te zorgen voor vlot maritiem vervoer, door de beschikbaarheid en het gebruik van toereikende havenontvangstvoorzieningen en de afgifte van afval aan die voorzieningen te verbeteren;"

**Art. 4.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008 en bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt opgeheven ;

b) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° afval van schepen: al het afval, met inbegrip van ladingresiduen, dat tijdens de exploitatie van een schip of tijdens laad-, los- en schoonmaakactiviteiten ontstaat en binnen het toepassingsgebied van de bijlagen I, II, IV, V en VI bij het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen valt, evenals passief opgevist afval";

c) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° ladingresiduen: de restanten van lading aan boord die na het laden en lossen op het dek of in ruimen of tanks achterblijven, met inbegrip van overschotten of restanten die het gevolg zijn van morsen bij het laden en lossen, in natte of droge toestand of meegevoerd in waswater, en exclusief ladingstof dat na vegen op het dek achterblijft of stof op de buitenoppervlakken van het schip";

d) punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° schip: elk zeegaand vaartuig, van eender welk type, dat in het mariene milieu opereert, waaronder vissersvaartuigen, pleziervaartuigen, draagvleugelboten, luchtkussenvaartuigen, onderwatervaartuigen en drijvende vaartuigen;"

e) punt 7° wordt vervangen als volgt:

"7° pleziervaartuig: elk schip met een romplengte van 2,5 meter of meer, ongeacht het type of de aandrijving, dat bestemd is voor sport- of recreatiedoeleinden en niet voor handelsdoeleinden wordt gebruikt";

f) punt 8° wordt vervangen als volgt:

"8° haven: een plaats of geografisch gebied met verbeteringswerken en voorzieningen die hoofdzakelijk zijn ontworpen om de ontvangst van schepen mogelijk te maken, met inbegrip van de ankerplaatsen binnen de jurisdictie van de haven";

g) in 9° worden de woorden "die geschikt is voor de ontvangst van scheepsafval of ladingresiduen" vervangen door de woorden "die in staat is om als dienstverlening het afval van schepen in ontvangst te nemen";

h) punt 10° wordt opgeheven ;

i) punt 11° wordt opgeheven;

j) punt 12° wordt opgeheven;

k) punt 13° wordt opgeheven;

l) punt 14° wordt vervangen als volgt:

"14° Administratie : de bevoegde overheid of dienst gezamenlijk aangewezen door de Minister die voor de Havens en hun aanhorigheden bevoegd is en door de Minister die voor het Afvalstoffenbeleid bevoegd is";

m) bedoeld artikel wordt aangevuld met de punten 15° tot 29°, luidend als volgt:

"15° bevoegde overheid: de bevoegde overheid of dienst gezamenlijk aangewezen door de Minister die voor de Havens en hun aanhorigheden bevoegd is en door de Minister die voor het Afvalstoffenbeleid bevoegd is";

16° Marpol-verdrag: het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen, in zijn geactualiseerde versie;

17° passief opgevist afval: afval dat tijdens visserijactiviteiten in netten terecht komt;

18° toereikende opslagcapaciteit: voldoende capaciteit om het afval aan boord op te slaan vanaf het ogenblik van vertrek tot de volgende aanloophaven, met inbegrip van het afval dat waarschijnlijk zal ontstaan tijdens de reis;

19° geregeld verkeer: verkeer op basis van een gepubliceerde of geplande lijst van vertrek- en aankomsttijden tussen bepaalde havens of terugkerende overtochten die een herkenbare regeling vormen;

20° regelmatig een haven aandoen: met hetzelfde schip herhaalde reizen uitvoeren die een vast patroon vormen tussen bepaalde havens, of een reeks reizen zonder tussenstops van en naar dezelfde haven uitvoeren;

21° frequent een haven aandoen: met een schip minstens één keer om de twee weken dezelfde haven aandoen;

22° GISIS: het Global Integrated Shipping Information System dat door de Internationale Maritieme Organisatie, "IMO" afgekort, is opgezet;

23° indirecte bijdrage: bijdrage die wordt betaald voor het verlenen van diensten van havenontvangstvoorzieningen, ongeacht of al dan niet werkelijk afval van schepen wordt afgegeven;

24° besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011: het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 tot invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart (SafeSeaNet);

25° afvalproducent: de afvalproducent in de zin van artikel 2, 20°, van het decreet;

26° geregistreerde afvalophaler: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid) die beroepshalve de inzameling van afvalstoffen verzorgt en die geregistreerd is in de zin van artikel 10 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen;

27° erkende afvalophaler: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid) die beroepshalve de inzameling van afvalstoffen verzorgt en die erkend is in de zin van artikel 10 van het decreet van het Waalse Gewest van 1996 juni 9 betreffende de afvalstoffen en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen;

28° geregistreerde afvalvervoerder: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid) die beroepshalve het vervoer van afvalstoffen verzorgt en die geregistreerd is in de zin van artikel 10 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen;

29° erkende afvalvervoerder: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid) die beroepshalve het vervoer van afvalstoffen verzorgt en die erkend is in de zin van artikel 10 van het decreet van het Waalse Gewest van 1996 juni 9 betreffende de afvalstoffen en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen. " ;

n) het artikel wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

Bovendien geldt de definitie van de woorden "afvalstoffen", "inzameling", "nuttige toepassing", "verwijdering", "hergebruik", "recycling" en "verwerking". "

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden, in de Franse versie, de woorden "d'exploitation" opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, punt a) vervallen de woorden " met inbegrip van vissers- en pleziervaartuigen,";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "De artikelen 8, § 3 en 9, § 2, uitgezonderd, is dit besluit niet van toepassing op:" vervangen als volgt "Dit besluit is niet van toepassing op:";



3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een nieuw punt, luidend als volgt:

"c) schepen bestemd voor havendiensten in de zin van artikel 1, paragraaf 2, van Verordening (EU) 2017/352 van het Europees Parlement en de Raad van 15 februari 2017 tot vaststelling van een kader voor het verrichten van havendiensten en gemeenschappelijke regels inzake de financiële transparantie van havens. " ;

4° artikel 5 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. De havenbeheerders nemen maatregelen om ervoor te zorgen dat schepen die niet onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen, hun afval, voor zover redelijkerwijs mogelijk, afgeven op een wijze die in overeenstemming is met dit besluit. "

**Art. 7.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 6. § 1. De havenbeheerders installeren of laten havenontvangstvoorzieningen installeren die toereikend zijn voor de behoeften van de schepen welke hun havens gewoonlijk aandoen, zonder onnodig oponthoud van de schepen te veroorzaken. Ze dragen zorg voor de beschikbaarheid van deze voorzieningen.

§ 2. De havenbeheerders zorgen ervoor dat:

1° de havenontvangstvoorzieningen over de nodige capaciteit beschikken om de soorten en hoeveelheden afval te ontvangen van de schepen welke die haven gewoonlijk aandoen, waarbij rekening wordt gehouden met:

- a) de operationele behoeften van de havengebruikers;
- b) de grootte en geografische ligging van de haven;
- c) het type schepen dat de haven aandoet;
- d) de in artikel 12 bepaalde vrijstellingen;

2° de formaliteiten en praktische regelingen in verband met het gebruik van de havendienstvoorzieningen eenvoudig en vlot verlopen teneinde onnodig oponthoud voor schepen te vermijden;

3° de vergoedingen die voor de afgifte in rekening worden gebracht, schepen niet ontmoedigen om de havenontvangstvoorzieningen te gebruiken, en

4° de havenontvangstvoorzieningen het mogelijk maken afval van schepen op milieuvriendelijke wijze te beheren, overeenkomstig het decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2, 4°, van dit artikel, zorgen de havenbeheerders ervoor dat afval van schepen, om hergebruik en recycling te vergemakkelijken, gescheiden wordt ingezameld in de havens, overeenkomstig het decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Teneinde dit proces te vergemakkelijken, kunnen havenontvangstvoorzieningen de gescheiden afvalfracties inzamelen volgens de in het Marpol-verdrag omschreven afvalcategorieën, rekening houdend met de daarin vervatte richtsnoeren.

Paragraaf 2, 4°, van dit artikel doet geen afbreuk aan de strengere eisen die door Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002 (verordening dierlijke bijproducten) worden opgelegd voor het beheer van keukenafval en etensresten van internationaal vervoer.

§ 4. De havenbeheerders of, bij gebreke, de gemeenten waarin de betrokken havens zijn gelegen, zorgen ervoor dat de handelingen voor de afgifte en ontvangst van afvalstoffen met voldoende veiligheidsmaatregelen worden uitgevoerd om zowel persoonlijke als milieुरisico's in de onder dit besluit vallende havens te voorkomen.

§ 5. De havenbeheerders zien erop toe dat alle partijen die betrokken zijn bij de afgifte of ontvangst van afval van schepen schadevergoeding wegens onnodig oponthoud kunnen vragen. "

**Art. 8.** Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 7. § 1. Een aan de plaatselijke situatie aangepast afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan wordt door elke havenbeheerder uitgewerkt en uitgevoerd . Daarbij wordt rekening gehouden met de bij dit besluit opgelegde verplichtingen.

Dit plan is opgesteld, na overleg met de betrokken partijen, waaronder met name de privé-exploitanten en havengebruikers of hun vertegenwoordigers, en, de gemeente(n) waarin de betrokken haven(s) is(zijn) gelegen, de exploitanten van havenontvangstvoorzieningen, de organisaties die uitvoering geven aan de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en de vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld.

Dit overleg moet zowel tijdens de opstelling van het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan als na de goedkeuring ervan plaatsvinden, met name wanneer aanzienlijke wijzigingen van de eisen van de artikelen 6, 8 en 9 hebben plaatsgevonden.

Nadere voorschriften voor de uitwerking van dit plan zijn opgenomen in bijlage 1.

§ 2. De havenbeheerder ziet erop toe dat de volgende informatie uit het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan over de beschikbaarheid van toereikende havenontvangstvoorzieningen in hun havens en de kostenstructuur duidelijk meegedeeld wordt aan de scheepsexploitanten:

1° de locatie van de havenontvangstvoorzieningen voor iedere aanlegplaats, en, indien relevant, hun openingstijden;

2° de lijst van afval van schepen dat gewoonlijk door de haven wordt beheerd;

3° de lijst van contactpunten, de exploitanten van de havenontvangstvoorzieningen en de aangeboden diensten;

4° de beschrijving van de procedures voor de afvalafgifte;

5° de beschrijving van de kostendekkingssystemen, waaronder, in voorkomend geval, de in bijlage 4 bedoelde afvalbeheerregelingen en -fondsen.

De in het eerste lid bedoelde informatie wordt openbaar gemaakt en is gemakkelijk toegankelijk en begrijpelijk voor scheepsexploitanten.

De in het eerste lid bedoelde informatie wordt ook elektronisch beschikbaar gesteld en actueel gehouden in het in artikel 13 bedoelde gedeelte van het informatie-, monitoring- en handhavingssysteem bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011.

§ 3. Indien dit nodig is om redenen van efficiëntie kunnen de afvalontvangst- en afvalverwerkingsplannen door twee of meer naburige havens in dezelfde geografische regio samen worden opgesteld, met passende inbreng van elke haven, mits de behoefte aan havenontvangstvoorzieningen en de beschikbaarheid daarvan voor elke haven apart worden vermeld.

§ 4. Het ontwerp van afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan behoeft het advies van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De havenbeheerder dient zijn ontwerp van afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan per aangetekend schrijven in bij van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Het advies van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu wordt binnen dertig dagen na toezending overgemaakt; indien het advies niet binnen de termijn wordt toegezonden, kan de procedure worden voortgezet. Een kopie van het advies wordt tegelijkertijd aan de regering toegezonden.

§ 3. Het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan wordt door de Regering goedgekeurd voor maximum vijf jaar.

Elk afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. Het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan wordt door de havenbeheerder aangepast na elke belangrijke wijziging van de havenexploitatie en in elk geval wordt het plan ten minste om de vijf jaar na de goedkeuring of nieuwe goedkeuring ter goedkeuring aan de regering voorgelegd.

Onder de in het eerste lid bedoelde veranderingen mag worden verstaan: structurele veranderingen in het verkeer naar de haven, de ontwikkeling van nieuwe infrastructuur, wijzigingen in de vraag naar en terbeschikkingstelling van havenontvangstvoorzieningen, nieuwe technieken om afval aan boord te behandelen, of elke andere relevante verandering.

Indien gedurende de in het eerste lid bedoelde periode van vijf jaar geen aanzienlijke veranderingen hebben plaatsgevonden, kan de hernieuwde goedkeuring bestaan in een validering van de bestaande plannen.

De bevoegde overheid ziet erop toe dat de haven het afvalontvangst- en -verwerkingsplan uitvoert.

§ 7. De havenbeheerder maakt ter attentie van de Regering een jaarlijks evaluatieverslag op over de uitvoering van het afvalontvangst- en -verwerkingsplan.

Een afschrift van dat verslag wordt aan het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst gericht.

§ 8. Kleine niet-commerciële havens die worden gekenmerkt door schaars of weinig verkeer van uitsluitend pleziervaartuigen, kunnen van de paragrafen 1 tot en met 8 worden uitgesloten indien hun havenontvangstvoorzieningen zijn geïntegreerd in het afvalverwerkingsstelsel dat door of namens de desbetreffende gemeentelijke overheid wordt beheerd en havenbeheerder ervoor zorgt dat de informatie over het afvalbeheersysteem beschikbaar wordt gesteld aan de gebruikers van die havens.

De gemeentelijke overheid waarin die havens zijn gelegen, meldt de naam en locatie van die havens elektronisch in het gedeelte van het informatie-, monitoring- en handhavingssysteem bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011. "

**Art. 9.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 8. § 1. De exploitant, agent of kapitein van een schip dat onder het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 valt en op weg is naar een haven van het Waalse Gewest, vult het formulier in bijlage 2 waarheidsgetrouw en nauwkeurig in en deelt alle daarin vervatte mee aan de havenbeheerder:

1° minstens 24 uur voor de aankomst als de aanloophaven bekend is, of

2° zodra de aanloophaven bekend is, als die informatie binnen minder dan 24 uur voor de aankomst verstrekt kan worden, of

3° uiterlijk wanneer het schip de vorige haven verlaat als het traject minder dan 24 uur duurt.

§ 2. De informatie van afvalvooraanmelding wordt door de havenbeheerder elektronisch gemeld zodat de informatie wordt opgenomen in het systeem bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 via het computernetwerk zoals beschreven in het organogram in bijlage 6.

§ 3. De informatie van de afvalvooraanmelding bedoeld in bijlage 2 blijft ten minste tot de volgende aanloophaven beschikbaar aan boord, bij voorkeur in elektronische vorm, en wordt desgevraagd ter beschikking gesteld van de havenbeheerder, de scheepvaartpolitie, de lokale politie of de personeelsleden in de zin van artikel D.139, 1°, van het Milieuwetboek.

§ 4. De havenbeheerder ziet erop toe dat de overeenkomstig dit artikel gemelde informatie onverwijld wordt onderzocht en uitgewisseld met de scheepvaartpolitie, de lokale politie of de personeelsleden in de zin van artikel D.139, 1°, van het Milieuwetboek. ».

**Art. 10.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. § 1. De kapitein van een schip dat een haven aandoet, geeft alvorens die haven te verlaten al zijn aan boord meegevoerde afval af aan een havenontvangstvoorziening overeenkomstig de toepasselijke lozingsnormen van het Marpol-verdrag.

§ 2. Bij de afgifte vult de exploitant van de havenontvangstvoorziening of beheerder van de haven waar het afval werd afgegeven, het formulier in bijlage 3 waarheidsgetrouw en nauwkeurig in en zorgt hij er zonder onnodige vertraging voor dat aan de kapitein van het schip een afvalontvangstbewijs wordt verstrekt.

Het afvalontvangstbewijs vermeldt het bedrag van de vergoeding en de beheerskosten, alsmede de wijze van beheer en de bestemming van het afval.

§ 3. De verantwoordelijken van de havenontvangstvoorzieningen houden een lijst van de afvalafgifte en de behandelingskosten bij die op zijn minst de volgende gegevens bevat :

1° wat betreft de afval die in de havenontvangstvoorziening aankomt :

a) de identiteit van de afvalproducent : naam, roepnaam en, desgevallend, het IMO-identificatienummer van het schip, vlag;

b) de aard en hoeveelheid van de door de producent afgegeven afval, met de identificatiecode van de afval overeenkomstig het besluit van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

c) de datum van de afgifte(s);

2° wat betreft de afval die de havenontvangstvoorziening verlaat, desgevallend, in partijen :

a) aard, hoeveelheid en kenmerken van de afval, met de identificatiecode van de afval overeenkomstig het besluit van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

b) de datum waarop de afval afgevoerd wordt;

c) de identiteit van de erkende of geregistreerde ophaler;

d) de identiteit van de erkende of geregistreerde afvalvervoerder;

e) de identiteit en het adres van de eventuele site voor de hergroepering, en voor de valorisatie en/of wegwerking van afval;

f) de beheerswijze(n) van de afval;

g) de beheerskosten, met inbegrip van de eventuele belastingen.

De verantwoordelijken van de havenontvangstvoorzieningen dienen uiterlijk 1 februari van het volgende jaar een aangifte van schuldvordering in bij de administratie, samen met het afschrift van hun register en van de afschriften van al hun attesten.

§ 4. De exploitant, agent of kapitein van een schip dat onder het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 valt, meldt de informatie van het afvalontvangsbewijs vóór vertrek of zodra het afvalontvangsbewijs is ontvangen, elektronisch in het in artikel 13 van deze richtlijn bedoelde gedeelte van het informatie-, monitoring- en handhavingssysteem, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011.

De informatie uit het afvalontvangsbewijs is gedurende ten minste twee jaar, in voorkomend geval samen met het passende oliejournaal, ladingjournaal, afvalstoffenjournaal of afvalbeheersplan, beschikbaar aan boord en wordt op verzoek ter beschikking gesteld aan de scheepvaartpolitie, de lokale politie of de personeelsleden in de zin van artikel D.139, 1°, van het Milieuwetboek.

§ 5. Onverminderd paragraaf 1 kan een schip door de havenbeheerder toegelaten worden om door te varen naar de volgende aanloophaven zonder zijn afval af te geven, indien:

1° uit de overeenkomstig de bijlagen 2 en 3 verstrekte informatie blijkt dat er aan boord van het schip voldoende specifiek daarvoor bestemde opslagcapaciteit is voor alle afval dat zich al aan boord bevindt en het afval dat zal ontstaan tijdens de geplande reis van het schip naar de volgende aanloophaven;

2° uit de informatie aan boord van schepen die buiten het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 vallen, blijkt dat er aan boord van het schip voldoende specifiek daarvoor bestemde opslagcapaciteit is voor alle afval dat zich al aan boord bevindt en het afval dat zal ontstaan tijdens de geplande reis van het schip naar de volgende aanloophaven, of

3° het schip minder dan 24 uur of in slechte weersomstandigheden voor anker gaat.

§ 6. De havenbeheerder verplicht het schip om al zijn afval vóór vertrek af te geven indien:

1° op basis van de beschikbare informatie, waaronder informatie die elektronisch beschikbaar is in het in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 bedoelde informatie-, monitoring- en handhavingssysteem of in Gisis is gemeld, niet kan worden vastgesteld of er in de volgende aanloophaven toereikende havenontvangstvoorzieningen beschikbaar zijn;

2° de volgende aanloophaven niet bekend is.

§ 7. Paragraaf 5 doet geen afbreuk aan eventuele strengere voorschriften voor schepen die overeenkomstig het internationale recht zijn vastgesteld. ”.

**Art. 11.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

”Art. 10. De kosten van de exploitatie van havenontvangstvoorzieningen voor de ontvangst en verwerking van afval van schepen, met uitzondering van ladingresiduen, worden gedekt door inning van een bijdrage van schepen volgens de verdeling bedoeld in artikel 11.

Die kosten omvatten de in bijlage 4 vermelde elementen.

Het gaat om een jaarlijkse heffing die na afloop van het jaar geïnd wordt na bekendmaking van de factoren bedoeld in artikel 11. ».

**Art. 12.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

”Art. 11. § 1. Behoudens de gevallen van vrijstelling overeenkomstig artikel 12 betaalt elk schip dat een haven van het Waalse Gewest aandoet een heffing die overeenstemt met 30 % van de kosten bedoeld in artikel 10, ongeacht of ze al dan niet gebruik maken van de voorzieningen.

Het quotum bedoeld in het vorige lid wordt aan de hand van onderstaande formule berekend :

$$Q = 0,3.a.x. (n/N)$$

waarbij :

a = de gemiddelde kost voor afvalinzameling en -verwerking per m<sup>3</sup> in de loop van het afgelopen jaar ;

x = het totale afvalvolume afgegeven in het Waalse Gewest in de loop van het afgelopen jaar;

n = het aantal reizen van het schip in het Waalse Gewest in de loop van het afgelopen jaar;

N = het totaal aantal reizen van alle schepen in het Waalse Gewest in de loop van het afgelopen jaar.

De factoren a, x en N maken na afloop van het jaar het voorwerp uit van een jaarlijkse publicatie in een bericht aan de binnenvaart van de administratie aangewezen door de Minister die voor waterwegen bevoegd is.

§ 2. Het saldo van de in artikel 10 bedoelde kosten die niet gedekt worden door het quotum bedoeld in § 1, wordt berekend op basis van, enerzijds, de soorten en hoeveelheden effectief afgegeven scheepsafval en, anderzijds, de gemiddelde behandelingskosten vastgesteld in de loop van het afgelopen jaar en bekendgemaakt in een bericht aan de binnenvaart.

De van kracht zijnde gemiddelde kost blijft van toepassing zolang hij niet wordt gewijzigd. ”.

**Art. 13.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008, wordt vervangen als volgt:

"Art. 12. § 1. De Administratie mag een schip dat een in dit besluit bedoelde haven aandoet, vrijstellen van de verplichtingen van de artikelen 8, 9, § 1,e en 10 („de vrijstelling”) mits voldoende is aangetoond dat aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° het schip neemt deel aan geregeld verkeer en doet frequent en regelmatig havens aan;

2° er is een regeling getroffen om ervoor te zorgen dat het afval wordt afgegeven en de bijdragen worden betaald in een haven die op de route van het schip ligt, die:

a) wordt aangetoond door een ondertekende overeenkomst met een haven of de havenbeheerder, en door afvalontvangstbewijzen;

b) is gemeld aan alle havens op de route van het schip, en;

c) is aanvaard door de haven waar de afgifte en de betaling plaatsvinden, dat een haven in de Europese Unie of een andere haven kan zijn, waar, als vastgesteld op basis van de informatie die elektronisch in het in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 bedoelde informatie-, monitoring- en handhavingssysteem en in Gisis is gemeld, toereikende voorzieningen beschikbaar;

3° de vrijstelling heeft geen negatieve gevolgen voor de maritieme veiligheid, de gezondheid, het leven of de werkomstandigheden aan boord of het mariene milieu.

§ 2. Indien de vrijstelling wordt toegekend, geeft de Administratie een vrijstellingscertificaat af op basis van het formaat in bijlage 5, waarmee wordt bevestigd dat het schip voldoet aan de noodzakelijke voorwaarden en voorschriften voor de toepassing van de vrijstelling en waarin de duur van de vrijstelling is vermeld.

§ 3. De Administratie rapporteert de informatie op het vrijstellingscertificaat elektronisch in het in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 bedoelde gedeelte van het informatie-, monitoring- en handhavingssysteem overeenkomstig het organogram van het computernetwerk bedoeld in bijlage 6.

§ 4. De havenbeheerders zien erop toe dat de regelingen voor afgifte en betaling die gelden voor de vrijgestelde schepen die hun havens aandoen, doeltreffend worden gemonitord en gehandhaafd.

§ 5. Niettegenstaande de verleende vrijstelling vaart een schip niet door naar de volgende aanloophaven indien er onvoldoende specifiek daarvoor bestemde opslagcapaciteit is voor al het afval dat zich al aan boord bevindt en tijdens de geplande reis van het schip naar de volgende aanloophaven zal ontstaan. "

**Art. 14.** Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008, wordt vervangen als volgt:

"Art. 13. § 1. Onverminderd artikel 7.1.7 van het koninklijk besluit van 4 juni 2021 betreffende afval van schepen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 2020 inzake milieuvriendelijke scheepvaart kunnen de scheepvaartpolitie, de lokale politie en de personeelsleden in de zin van artikel D.139, 1°, van het Milieuwetboek elk schip, ook steekproefsgewijs, inspecteren om na te gaan of het voldoet aan dit besluit.

§ 2. Onverminderd artikel 7.1.8 van het koninklijk besluit van 4 juni 2021 betreffende afval van schepen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 2020 inzake milieuvriendelijke scheepvaart ziet de scheepvaartpolitie, de lokale politie of elk personeelslid in de zin van artikel D.139, 1°, van het Milieuwetboek, indien ze/het niet tevreden is met de resultaten van de inspectie, erop toe dat het schip de haven niet verlaat tot het zijn afval heeft afgegeven aan een havenontvangstvoorziening, zoals bepaald in artikel 9, zulks onverminderd de toepassing van de bedoelde sancties.

§ 3. Onverminderd artikel 7.1.9 van het koninklijk besluit van 4 juni 2021 betreffende afval van schepen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 2020 inzake milieuvriendelijke scheepvaart wordt de informatie over inspecties in het kader van dit besluit, de informatie over gevallen van niet-naleving en opgelegde uitvaarverboden, onverwijld doorgestuurd naar de door de Europese commissie ter beschikking gestelde inspectiedatabank zodra:

1° het inspectieverslag is voltooid;

2° het uitvaarverbod is opgeheven, of

3° een vrijstelling is toegekend. "

**Art. 15.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008, wordt vervangen als volgt:

"Art. 14. Havenbeheerders en havenontvangstvoorzieningsinstanties zorgen ervoor dat alle personeelsleden de nodige opleiding krijgen om de kennis te vergaren die onontbeerlijk is voor het verrichten van hun werkzaamheden op het gebied van afvalbeheer, met bijzondere aandacht voor de gezondheids- en veiligheidsaspecten van het werken met gevaarlijke stoffen. Ook zorgen zij ervoor dat de opleidingscursussen regelmatig worden geactualiseerd om aan de uitdagingen van technologische innovatie tegemoet te komen. "

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 14/1. De Minister die voor de Havens en hun aanhorigheden bevoegd is en de Minister die voor het Afvalstoffenbeleid bevoegd is kunnen gezamenlijk besluiten nemen over de verdeling van de taken die inherent zijn aan de uitvoering van dit besluit, alsmede over maatregelen voor samenwerking tussen de betrokken administraties. "

**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 14/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 14/2. § 1. Elke verwerking van persoonsgegevens heeft ten doel de administratieve verwerking van de afvalvooraanmelding als bedoeld in artikel 8, de afvalafgifte als bedoeld in artikel 9, de vrijstelling als bedoeld in artikel 12 en het toezicht op de naleving van het besluit.

§ 2. De hierna vermelde personen worden aangewezen als "verwerkingsverantwoordelijke" in de zin van artikel 4.7. van Verordening (EG) 2016/79 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG:

1° met betrekking tot artikel 8 is de "verwerkingsverantwoordelijke" de havenbeheerder;

2° met betrekking tot artikel 9, paragraaf 2, is de "verwerkingsverantwoordelijke" de havenbeheerder;

3° met betrekking tot artikel 9, paragraaf 3, is de "verwerkingsverantwoordelijke" de verantwoordelijke voor de havenontvangstvoorzieningen;

4° met betrekking tot artikel 9, paragraaf 5, is de "verwerkingsverantwoordelijke" de havenbeheerder;

5° met betrekking tot artikel 12 is de "verwerkingsverantwoordelijke" de Administratie.

§ 3. Persoonsgegevens worden door de in paragraaf 3 bedoelde verwerkingsverantwoordelijken bewaard gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de gegevens zijn verzameld. De verzamelde gegevens kunnen, mits zij vooraf zijn geanonimiseerd, worden gebruikt voor statistische doeleinden of om het afvalbeheerbeleid van de haven te verbeteren. "

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 14/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 14/3. § 1. De rapportering en de informatie-uitwisseling worden gebaseerd op het systeem voor de uitwisseling van maritieme informatie van de Unie bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011.

§ 2. De betrokken personen zien erop toe dat de volgende informatie binnen een redelijke termijn en elektronisch in het systeem bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 wordt gerapporteerd :

a) de informatie over de werkelijke aankomst- en vertrektijd van elk onder het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 vallend schip dat een haven in de Unie aandoet, samen met een identificatiecode van de desbetreffende haven;

b) de informatie op de afvalvooraanmelding in bijlage 2 bij dit besluit;

c) de informatie op het afvalontvangstbewijs in bijlage 3 bij dit besluit;

d) de informatie op het vrijstellingscertificaat in bijlage 5 bij dit besluit;

e) de informatie bedoeld in artikel 7, paragraaf 2, van dit besluit. "

**Art. 19.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt: "Art. 15. De Minister die voor de Havens en hun aanhorigheden bevoegd is en de Minister die voor het Afvalstoffenbeleid bevoegd zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit. "

**Art. 20.** Bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

**Art. 21.** Bijlage 2, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2016, vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

**Art. 22.** Bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 3 bij dit besluit.

**Art. 23.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 4 die als bijlage 4 bij dit besluit gevoegd wordt.

**Art. 24.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 5 die als bijlage 5 bij dit besluit gevoegd wordt.

**Art. 25.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 6 die als bijlage 6 bij dit besluit gevoegd wordt.

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 27.** De Minister die voor de Havens en hun aanhorigheden bevoegd is en de Minister die voor het Afvalstoffenbeleid bevoegd zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

---



## Bijlage 1

**VOORSCHRIFTEN VOOR AFVALONTVANGST- EN AFVALVERWERKINGSPLANNEN**

De afvalontvangst- en afvalverwerkingsplannen hebben betrekking op alle soorten afval van schepen die de haven gewoonlijk aandoen en moeten afgestemd zijn op de grootte van de haven en het type schepen die de haven aandoen.

In de afvalontvangst- en afvalverwerkingsplannen worden de volgende elementen opgenomen:

- 1° een beoordeling van de behoefte aan havenontvangstvoorzieningen, in het licht van de behoeften van de schepen die de haven gewoonlijk aandoen;
- 2° een beschrijving van het type en de capaciteit van de havenontvangstvoorzieningen;
- 3° een beschrijving van de procedures voor het ontvangen en inzamelen van afval van schepen;
- 4°
- 5° een beschrijving van de procedure voor het melden van vermoedens van ontoereikendheid van de havenontvangstvoorzieningen;
- 6° een beschrijving van de procedure voor regelmatig overleg met de havengebruikers, afvalbedrijven, terminalexploitanten en andere belanghebbende partijen;
- 7°

De volgende elementen kunnen in de afvalontvangst- en afvalverwerkingsplannen worden opgenomen:

- 1° een samenvatting van het toepasselijk nationaal recht en de procedure en formaliteiten voor de afvalafgifte aan havenontvangstvoorzieningen;
- 2°
- 3° een beschrijving van de voorbehandelingsapparatuur en -processen voor speciale afvalstromen in de haven, voor zover aanwezig;
- 4° een beschrijving van de methoden voor het registreren van het werkelijke gebruik van de havenontvangstvoorzieningen;
- 5° een beschrijving van de methoden voor het registreren van de hoeveelheden afval die door schepen worden afgegeven;
- 6° een beschrijving van de methoden voor het beheer van de verschillende afvalstromen in de haven

De procedures voor het ontvangen, inzamelen, opslaan, verwerken en verwijderen moeten in alle opzichten beantwoorden aan een milieubeheerregeling die het effect op het milieu van deze activiteiten geleidelijk kan doen afnemen. De procedures worden geacht aan een dergelijke regeling te beantwoorden indien ze in overeenstemming zijn met Verordening (EG) nr. 1221/2009 van het Europees Parlement en de Raad van het Europees Parlement van 25 november 2009 inzake de vrijwillige deelneming van organisaties aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem (EMAS), tot intrekking van Verordening (EG) nr. 761/2001 en van de Beschikkingen 2001/681/EG en 2006/193/EG van de Commissie<sup>1</sup>.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

---

<sup>1</sup> (PB, 22 december 2009, L 342 blz. 1)

## Bijlage 2

**STANDAARDMODEL VAN HET FORMULIER VOOR AFVALVOORAANMELDING  
AAN HAVENONTVANGSTVOORZIENINGEN**

Afvalaanmelding aan: .....  
(naam van de aanloophaven, als bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen)

Dit formulier moet aan boord van het schip worden bewaard, samen met het oliejournaal, het ladingjournaal, het vuilnisjournaal, of het afvalbeheersplan, zoals voorgeschreven bij het Marpol-verdrag.

## 1. INFORMATIE OVER HET SCHIP

1.1 Naam van het schip:	1.5 Eigenaar of reder:
1.2 IMO-nummer:	1.6 Kencijfers of kenletters:
	MMSI-nummer (Maritieme identificatie voor mobiele diensten):
1.3 Bruto tonnage:	1.7 Vlaggenstaat:
1.4. Type schip: <input type="checkbox"/> Olie-tanker <input type="checkbox"/> Chemica-liën-tanker <input type="checkbox"/> Bulkschip <input type="checkbox"/> Containerschip	
<input type="checkbox"/> Ander vracht-schip <input type="checkbox"/> Passagiers-schip <input type="checkbox"/> Ro-ro-schip <input type="checkbox"/> Ander (specifi-ceren)	

## 2. INFORMATIE OVER DE HAVEN EN DE REIS

2.1. Naam van de locatie/terminal:	2.6. Laatste haven waar afval is afgegeven:
2.2. Datum en tijdstip van aankomst:	2.7. Datum van laatste afgifte:
2.3. Datum en tijdstip van vertrek:	2.8. Volgende haven van afgifte:
2.4. Laatste haven en land:	2.9. Persoon die het formulier indient (indien het niet wordt ingediend door de kapitein):
2.5. Volgende haven en land (indien bekend):	

## 3. TYPE EN HOEVEELHEID AFVAL EN OPSLAGCAPACITEIT

Type	Af te geven afval (m <sup>3</sup> )	Maximale specifiek bestemde opslagcapaciteit (m <sup>3</sup> )	Hoeveelheid afval die aan boord wordt gehouden (m <sup>3</sup> )	Haven waar het resterende afval zal worden afgegeven	Geraamde hoeveelheid afval die zal ontstaan tussen de aanmelding en de volgende aanloophaven (m <sup>3</sup> )
Marpol bijlage I — Olie					
Met olie verontreinigd lenswater					
Oliehoudende residuen (sludge)					
Oliehoudend tankwaswater					
Verontreinigd ballastwater					

Type	Af te geven afval (m <sup>3</sup> )	Maximale specifiek bestemde opslagcapaciteit (m <sup>3</sup> )	Hoeveelheid afval die aan boord wordt gehouden (m <sup>3</sup> )	Haven waar het resterende afval zal worden afgegeven	Geraamde hoeveelheid afval die zal ontstaan tussen de aanmelding en de volgende aanloophaven (m <sup>3</sup> )
Aanslag en sludge van het schoonmaken van tanks					
Anders (specificeren)					
Marpol bijlage II — SCHADELIJKE VLOEISTOFFEN (NOXIOUS LIQUID SUBSTANCES (NLS)) (1)					
Substantie van categorie X					
Substantie van categorie Y					
Substantie van categorie Z					
Andere substanties (OS)					
Marpol bijlage IV — Sanitair afvalwater					
Marpol bijlage V — Vuilnis					
A. Plastic					
B. Voedselrestanten					
C. Huishoudelijk afval (bv. papierproducten, voden, glas, metaal, flessen, bestek enz.)					
D. Bak- en braadolie					
E. Verbrandingsas					
F. Operationeel afval					
G. Dierlijke karkassen					
H. Vistuig					
I. E-afval					

(1) De juiste vervoersnaam van de schadelijke vloeistof vermelden.

Type	Af te geven afval (m <sup>3</sup> )	Maximale specifiek bestemde opslagcapaciteit (m <sup>3</sup> )	Hoeveelheid afval die aan boord wordt gehouden (m <sup>3</sup> )	Haven waar het resterende afval zal worden afgegeven	Geraamde hoeveelheid afval die zal ontstaan tussen de aanmelding en de volgende aanloophaven (m <sup>3</sup> )
J. Ladingresiduen <sup>(1)</sup> (schadelijk voor het mariene milieu — HME)					
K. Ladingresiduen <sup>(2)</sup> (niet schadelijk voor het mariene milieu — non-HME)					
Marpol bijlage VI — Luchtverontreinigende stoffen					
Ozonafbrekende stoffen en uitrusting die dergelijke stoffen bevat <sup>(3)</sup>					
Residuen van uitlaatgasreiniging					

Ander afval, dat niet onder Marpol valt					
Passief opgevist afval					

## Opmerkingen

- Deze informatie wordt gebruikt voor havenstaatcontrole en andere inspectiedoeleinden.
- Dit formulier moet worden ingevuld tenzij het schip is vrijgesteld overeenkomstig artikel 9 van Richtlijn (EU) 2019/883

<sup>(1)</sup> Ramingen toegestaan. De juiste vervoersnaam van de droge lading vermelden.

<sup>(2)</sup> Ramingen toegestaan. De juiste vervoersnaam van de droge lading vermelden.

<sup>(3)</sup> Ten gevolge van normale onderhoudsactiviteiten aan boord.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER



## Bijlage 3

**STANDAARDMODEL VAN HET AFVALONTVANGSTBEWIJS**

*De aangewezen vertegenwoordiger van de exploitant van de havenontvangstvoorziening geeft het volgende formulier af aan de kapitein van een schip dat afval heeft afgegeven overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.*

*Dit formulier moet aan boord van het schip worden bewaard, samen met het oliejournaal, het ladingjournaal, het vuilnisjournaal, of het afvalbeheersplan, zoals voorgeschreven bij het Marpol-verdrag.*

**1. INFORMATIE OVER DE HAVENONTVANGSTVOORZIENING EN DE HAVEN**

1.1. Naam van de locatie/terminal:	
1.2. Exploitant(en) van de havenontvangstvoorziening:	
1.3. Exploitant(en) van de verwerkingsinstallatie, indien verschillend van hierboven:	
1.4. Datum en tijdstip van de afvalafgifte van:	tot:

**2. INFORMATIE OVER HET SCHIP**

2.1. Naam van het schip:	2.5. Eigenaar of reder:
2.2. IMO-nummer:	2.6. Kencijfers of kenletters: MMSI-nummer (Maritieme identificatie voor mobiele diensten):
2.3. Bruto tonnage:	2.7. Vlaggenstaat:
2.4. Type schip: <input type="checkbox"/> Olie-tanker <input type="checkbox"/> Chemicaliën-tanker <input type="checkbox"/> Bulkschip <input type="checkbox"/> Containerschip <input type="checkbox"/> Ander vrachtschip <input type="checkbox"/> Passagiers-schip <input type="checkbox"/> Ro-ro-schip <input type="checkbox"/> Ander (specificeren)	

## 3. TYPE EN HOEVEELHEID ONTVANGEN AFVAL

Marpol bijlage I — Olie	Hoeveelheid (m <sup>3</sup> )	Marpol bijlage V — Vuilnis	Hoeveelheid (m <sup>3</sup> )
Met olie verontreinigd lenswater		A. Plastic	
Oliehoudende residuen (sludge)		B. Voedselrestanten	
Oliehoudend tankwaswater		C. Huishoudelijk afval (bv. papierproducten, vodden, glas, metaal, flessen, bestek enz.)	
Verontreinigd ballastwater		D. Bak- en braadolie	
Aanslag en sludge van het schoonmaken van tanks		E. Verbrandingsas	
Anders (specificeren)		F. Operationeel afval	
Marpol bijlage II — Schadelijke vloeistoffen (Noxious Liquid Substances (NLS))	Hoeveelheid (m <sup>3</sup> )/ Naam (1)	G. Dierlijke karkassen	
Substantie van categorie X		H. Vistuig	
Substantie van categorie Y		I. E-afval	
		J. Ladingresiduen (2) (schadelijk voor het mariene milieu)	
		K. Ladingresiduen (2) (niet schadelijk voor het mariene milieu)	
		Marpol bijlage VI — Luchtverontreinigende stoffen	Hoeveelheid (m <sup>3</sup> )
Substantie van categorie Z		Ozonafbrekende stoffen en uitrusting die dergelijke stoffen bevat	
Andere substantie		Residuen van uitlaatgasreiniging	
Marpol bijlage IV — Sanitair afvalwater	Hoeveelheid (m <sup>3</sup> )	Ander afval dat niet onder Marpol valt	Hoeveelheid (m <sup>3</sup> )
		Passief opgevist afval	

(1) De juiste vervoersnaam van de schadelijke vloeistof vermelden.

(2) De juiste vervoersnaam van de droge lading vermelden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## Bijlage 4

**CATEGORIEËN VAN KOSTEN EN NETTO-INKOMSTEN VERBONDEN AAN DE EXPLOITATIE  
EN HET BEHEER VAN HAVENONTVANGSTVOORZIENINGEN**

<b>Directe kosten</b>	<b>Indirecte kosten</b>	<b>Netto-inkomsten</b>
Directe exploitatiekosten die voortvloeien uit de werkelijke afvalafgifte van schepen, met inbegrip van de onderstaande kostenelementen.	Indirecte beheerskosten die voortvloeien uit het beheer van het systeem in de haven, met inbegrip van de onderstaande kostenelementen.	Netto-opbrengsten uit afvalbeheersregelingen en beschikbare nationale of regionale financiering, met inbegrip van de onderstaande inkomstenelementen.
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Het voorzien in de infrastructuur voor de exploitatie van havenontvangstvoorzieningen, met inbegrip van containers, tanks, verwerkingsapparatuur, binnenschepen, vrachtwagens, afvalontvangstapparatuur en behandelingsinstallaties;</li> <li>— Concessies voor het leasen van terreinen en gebouwen, voor zover van toepassing, of voor het leasen van de apparatuur die nodig is voor de werking van de havenontvangstvoorzieningen;</li> <li>— Voorbereiding voor hergebruik, recycling of verwijdering van het afval van schepen, met inbegrip van gescheiden afvalinzameling;</li> <li>— Administratie: facturatie, afgifte van afvalontvangstbewijzen aan schepen, rapportering.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Het opstellen en goedkeuren van het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan, met inbegrip van eventuele audits van dat plan en de uitvoering ervan;</li> <li>— Het actualiseren van het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan, met inbegrip van arbeids- en consultancykosten, voor zover van toepassing;</li> <li>— Het organiseren van de overlegprocedures voor de (her)evaluatie van het afvalontvangst- en afvalverwerkingsplan;</li> <li>— Het beheer van de systemen voor kennisgeving en terugvordering van kosten, met inbegrip van de toepassing van verlaagde tarieven voor „groene schepen”, de verstrekking van IT-systemen op het niveau van de haven, statistische analyse en de daarmee verband houdende loonkosten;</li> <li>— De organisatie van openbare aanbestedingsprocedures voor het aanbieden van havenontvangstvoorzieningen en de afgifte van de nodige vergunningen voor de exploitatie van havenontvangstvoorzieningen in havens;</li> <li>— Het verstrekken van informatie aan havengebruikers via de verspreiding van folders en via borden en posters in de haven, of de publicatie van de informatie op de website van de havens, en de elektronische toezending van de informatie zoals bepaald in artikel 5;</li> <li>— Beheer van afvalbeheersregelingen: regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, recycling en de aanvraag voor en uitvoering van nationale of regionale fondsen;</li> <li>— Andere administratieve kosten: monitoring van vrijstellingen en elektronische rapportering van deze informatie zoals bepaald in artikel 9</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Financiële netto-voordelen van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;</li> <li>— Andere netto-inkomsten afkomstig van afvalbeheer, zoals recyclingregelingen;</li> <li>— Financiering uit hoofde van het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij (EFMZV);</li> <li>— Andere financiering of subsidies voor havens ten behoeve van afvalbeheer en visserij.</li> </ul>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen. Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## Bijlage 5

**VRIJSTELLINGSCERTIFICAAT INGEVOLGE ARTIKEL 12 MET BETREKKING TOT DE VOORSCHRIFTEN VAN ARTIKEL 8, ARTIKEL 9, PARAGRAAF 1, EN ARTIKEL 10 VAN HET BESLUIT VAN DE WAAELSE REGERING VAN 27 FEBRUARI 2003 BETREFFENDE HAVENONTVANGSTVOORZIENINGEN VOOR**

**SCHEEPSAFVAL EN LADINGRESIDUEN IN DE HAVEN[S] [NAAM VAN DE HAVEN]  
IN HET WAAELSE GEWEST <sup>(1)</sup>**

Naam van het schip	Kencijfers of kenletters	Vlaggenstaat
[naam van het schip]	[IMO-nummer]	[naam van de vlaggenstaat]

voert geregelde diensten uit, waarbij frequent en regelmatig havens worden aangedaan in [naam van de lidstaat] volgens een dienstregeling of een vooraf vastgestelde route:

[            ]

en doet deze havens ten minste één keer om de twee weken aan:

[            ]

en heeft een regeling getroffen voor de betaling van de bijdragen en voor de afvalafgifte aan de haven of aan een derde partij in de haven van:

[            ]

en is derhalve vrijgesteld in overeenstemming met [bepaling in de nationale wetgeving van het land], [van de voorschriften inzake:

- de verplichte afvalafgifte van schepen,
- de voorafgaande afvalaanmelding, en
- de betaling van de verplichte bijdrage, in de volgende haven(s):]

Dit certificaat is geldig tot [datum], tenzij de redenen voor de afgifte van het certificaat vóór die datum zijn gewijzigd.

Plaats en datum

.....  
Naam  
Functie

<sup>(1)</sup> Schrappen indien niet van toepassing.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.  
Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:

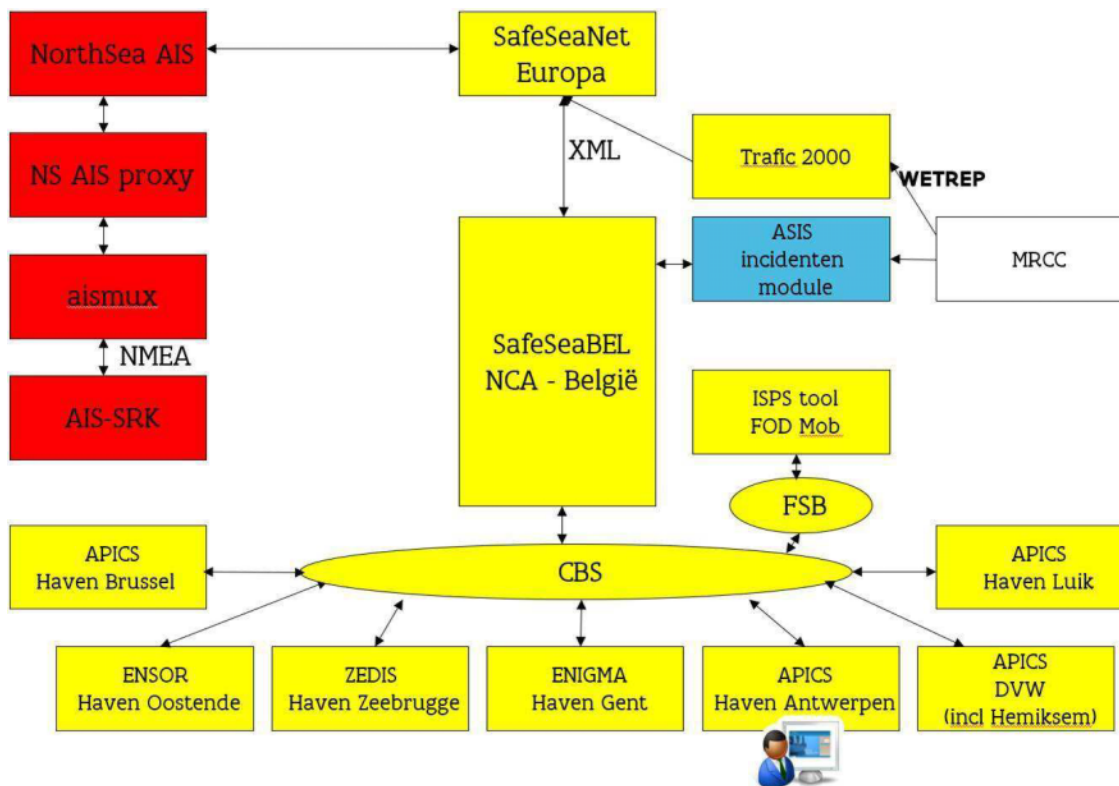
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## Bijlage 6

## ORGANOGRAM VAN HET COMPUTERSYSTEEM VERBONDEN AAN SAFESEANET IN BELGIË



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 19 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER